

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3082 - VENDREDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2017

COOPÉRATION

Une mission du FMI attendue
à Brazzaville le 5 décembre

Le chef de mission Département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Abdoul Aziz Wane, conduira une délégation de l'institution financière à Brazzaville, du 5 au 20 décembre. Le courrier qu'il a adressé au ministre des Finances, Calixte Nganongo, le 22 novembre, avec copie au Premier ministre,

Clément Mouamba, précise que l'objectif de cette mission est de « commencer les discussions pour un programme supporté par le FMI ». A l'issue de la première mission qu'il avait effectuée, du 25 septembre au 4 octobre, Abdoul Azi Wane avait félicité le gouvernement congolais des efforts ayant permis aux

services du FMI « d'accéder à l'essentiel des informations demandées ».

Plongé dans une situation économique et financière difficile, le Congo entend obtenir de ses partenaires le refinancement de sa dette dont l'encours est estimé à quelque 110% du son produit intérieur brut.

MÉDIAS

Des journalistes
pris à partie
avant une
conférence
de presse

Invités à couvrir une conférence de presse que devaient donner les avocats de l'ancien ministre André Okombi Salissa en attente de jugement, des journalistes de différents organes de la place de Brazzaville ont eu maille à partir avec des hommes en civil agissant de concert, qui les ont violentés sans raison, leur matériel de travail ravi ou brisé. Informé, le Conseil supérieur de la liberté de communication pourrait faire une déclaration officielle sans délai.

De leur côté, la Maison de la presse du Congo et la section congolaise de l'Union internationale de la presse francophone ont dénoncé, dans un communiqué de presse, des méthodes qui n'ont pas lieu d'être dans un tat de droit. « Le Congo ne fait pas partie de la liste noire des pays prédateurs de la liberté de presse et nous demandons aux autorités compétentes de diligenter l'ouverture d'une enquête afin de punir les auteurs », ont-ils conclu.

Page 4

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS s'inquiète de la remontée des décès
liés au paludisme

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, le 29 novembre, un rapport qui interpelle la communauté internationale sur le risque de recrudescence des cas de décès dus au paludisme.

« Alors que ces dernières années nous avons réalisé des progrès importants dans la lutte contre le paludisme, curieusement, après ce succès mondial sans précédent, les progrès ont stagné », a estimé le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, avant de reconnaître que sans une action d'urgence, l'humanité risquera de régresser et de manquer les objectifs mondiaux de lutte contre ce fléau pour 2020 et au-delà.

Selon le rapport, en effet, comparativement aux années 2015 et 2016, le nombre de personnes touchées par le paludisme pourrait augmenter, si aucune stratégie n'est prise par les gouvernements.

Page 7



Tedros Adhanom Ghebreyesus

EUROPE-AFRIQUE

Antonio Guterres appelle
à une nouvelle coopération

Le secrétaire général de l'ONU a demandé aux deux continents, le 29 novembre à Abidjan, en Côte

d'Ivoire, de changer leurs relations et d'établir une nouvelle plateforme de coopération qui reconnaisse le potentiel énorme de l'Afrique.

S'adressant aux dirigeants africains et européens réunis lors de leur 5^e sommet, Antonio Guterres a salué le partenariat entre leurs organisations régionales et l'attention portée à la jeunesse, en vue de la recherche d'un développement durable, inclusif et créateur d'emplois.

« Les jeunes sont le moteur de nos sociétés et nous devons les écouter. Il nous faut les mettre au cœur de nos plans de développement, nationaux et internationaux », a déclaré le secrétaire général des Nations unies.

Page 10

TÉLÉPHONIE MOBILE

Lancement d'une nouvelle
campagne d'identification
des abonnés

L'opération lancée le 30 novembre à Brazzaville vise à garantir le respect de la vie privée des utilisateurs, lutter contre la fraude téléphonique et punir l'usage délictueux des services de télécommunication.

La nouvelle campagne d'identification des abonnés de la téléphonie mobile au Congo est une initiative de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile exerçant dans le pays. Elle se justifie par la prolifération des cartes Sim pré-activées sur le marché.

Selon le directeur général de l'ARPCE, Yves Castanou, « pour la seule année 2017, l'ARPCE a procédé au démantèlement d'une demi-douzaine de réseaux spécialisés dans la fraude téléphonique appelée SIM BOX, qui utilise des cartes Sim identifiées de manière frauduleuse ». Page 2

FIBRE OPTIQUE

Fin des travaux
d'interconnexion entre
le Congo et le Gabon

Après deux ans de travaux lancés en 2015, la coordination nationale du Projet Central african backbone a annoncé hier la fin du chantier d'interconnexion du Congo à partir de son voisin, le Gabon. Chiffrée à un montant de 15 milliards FCFA, cette infrastructure est d'une importance capitale pour le Congo. Elle permettra d'améliorer les services des technologies de l'information et de la communication, tant en qualité qu'en quantité. Page 3

INTERVIEW

Paul Obambi : « Quand les Africains signent avec les Chinois, ils le font en toute connaissance de cause »

Page 11

Éditorial

Positiver

Page 2

ÉDITORIAL

Positiver

Il est bien vrai que le Congo, comme toutes les nations d'Afrique centrale, rencontre de sérieuses difficultés en raison de l'effondrement des cours des matières premières sur les marchés mondiaux, mais sombre-t-il pour autant dans le pessimisme comme le prétendent certains ? La réponse à cette question est non seulement négative mais, selon nous, radicalement inverse.

Ceci pour les trois raisons que voici :

1. Cette crise ne durera pas et de nombreux signes montrent qu'elle prendra fin rapidement : d'abord parce que les cours de ces mêmes matières premières – le pétrole et le gaz notamment – repartent durablement à la hausse ; ensuite parce que la politique d'austérité mise en place par le gouvernement congolais commence à porter ses premiers fruits ; enfin parce que les accords de long terme en préparation avec les institutions internationales convaincront à coup sûr les investisseurs d'aider notre pays à reprendre sa marche en avant vers le développement durable.

2. Le Congo est potentiellement un pays riche, très riche. Doté par la nature d'espaces immenses dont la mise en valeur ne peut que générer de grandes richesses à très court terme si l'agriculture et l'élevage figurent effectivement en tête de ses priorités, il deviendra vite un modèle pour les pays émergents du continent. Et comme il a su se doter, ces quinze dernières années, de grandes infrastructures de communication sans lesquelles l'exploitation de la terre, des rivières et des étangs resterait utopique, il a aujourd'hui tous les moyens nécessaires pour y parvenir.

3. Notre pays a la chance d'être l'un des pays les plus stables, sinon même le plus stable de la sous-région du Bassin du Congo. Ayant vécu les terribles destructions de la guerre civile, il s'est doté d'institutions stables et de dispositifs de sécurité intérieure qui lui permettent d'envisager l'avenir de façon sereine. Certes, il n'a pas encore résolu les problèmes que pose la chute brutale de ses finances publiques, mais tout indique qu'il y parviendra dans un délai raisonnable si chacun s'y emploie, à sa place et avec les moyens dont il dispose.

Positiver est bien, dans le moment présent, la meilleure façon d'accélérer le nouveau bond en avant qui se dessine en dépit des apparences.

Les Dépêches de Brazzaville

TÉLÉPHONIE MOBILE

Lancement d'une nouvelle campagne nationale d'identification des abonnés

L'opération qui a démarré le 30 novembre, à Brazzaville, vise à garantir le respect de la vie privée des utilisateurs, lutter contre la fraude téléphonique et punir l'usage délictueux des services de télécommunications.



Les participants à la cérémonie de lancement/crédit photo/Adiac

La nouvelle campagne d'identification des abonnés de la téléphonie mobile au Congo est une initiative de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE), en collaboration avec les opérateurs de téléphonie mobile exerçant dans le pays. Elle se justifie par la prolifération des cartes Sim pré-activées sur le marché. Le directeur général de l'ARPCE, Yves Castanou, évoque également l'authenticité douteuse de plusieurs pièces présentées et un relâchement sur l'identification des abonnés auprès des vendeurs et revendeurs de cartes Sim. Ce qui favorise, d'après lui, la résurgence des réseaux frauduleux d'appels

téléphoniques. « Pour la seule année 2017, l'ARPCE a procédé au démantèlement d'une demi-douzaine de réseaux spécialisés dans la fraude téléphonique appelée SIM BOX, qui utilise des cartes Sim identifiées d'une manière frauduleuse », a annoncé Yves Castanou. Selon lui, l'identification des abonnés est une obligation pour les opérateurs. Elle s'inscrit dans le respect des normes internationales de sécurité des réseaux de télécommunications édictées par l'Union internationale des télécommunications. En effet, des mesures seront prises à l'encontre de tout contrevenant à la fin de la campagne. Pour rappel, l'ARPCE avait organisé la

première campagne d'identification des abonnés en 2011. Ainsi, plus de 90% d'abonnés avaient été identifiés en huit mois. Notons que la cérémonie de lancement officiel de cette campagne a regroupé, entre autres, les représentants de la préfecture, la maire de Brazzaville, la gendarmerie et la police. L'objectif de cette rencontre est d'emmener les vendeurs et revendeurs des cartes Sim à maîtriser, pour des raisons sécuritaires, le fichier des abonnés en République du Congo. Ceci de manière systématique en procédant à l'identification préalable de tout nouvel abonné.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint : Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre

Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbelé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagnia

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Eyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

FIBRE OPTIQUE

Bientôt l'interconnexion entre le Congo et le Gabon

Démarrés en 2015, les travaux de construction du réseau à haut débit reliant les deux pays sont achevés, a affirmé le 30 novembre à Brazzaville, le coordonnateur national du projet Central african backbone (CAB), Yves-Didier Miehakanda.

Le projet CAB a été mis en place afin d'améliorer les services des technologies de l'information et de la communication en quantité et en qualité. Il devrait permettre à la population des pays concernés d'accéder auxdits services à moindre coût.

L'important ouvrage réalisé pendant deux ans pour relier le Congo au Gabon a coûté une bagatelle de 15 milliards F CFA. Selon le coordonnateur national de ce projet, il sera mis en service sous peu. « Cette infrastructure essentielle pour notre pays sera inaugurée fin décembre en présence des ministres en charge de l'Economie numérique des deux pays », a annoncé Yves-Didier Miehakanda.

Concernant la rentabilité de ce projet, il a signifié que « cet investissement sera rentabilisé au bout de deux ou trois ans » avec quelque 11 milliards F CFA par an vers la première année d'exploitation de l'infrastructure à fibre optique. Né de la volonté des chefs d'Etat d'Afrique centrale d'assurer l'interconnexion sous-régionale des réseaux à fibre optique, le projet CAB compte trois phases dont la première d'un montant de 30 millions de dollars américains (environ 15 milliards F CFA) a été financée par la République du Congo (50%) et la Banque mondiale (50%).

La deuxième phase porte notamment sur la construction de deux réseaux en fibre optique devant relier le Congo à la fois au Cameroun et à la République centrafricaine. Le début des travaux de cette phase est prévu en 2018.

Dans la même optique, il est prévu l'érection d'un data center au Congo pour un montant



Yves-Didier Miehakanda lors de l'échange avec la presse

de 66,4 millions d'euros, soit plus de 43 milliards F CFA. Le Congo participe au financement de cette phase à hauteur de 21% contre 79% de la Banque africaine de développement.

S'agissant de la troisième phase, elle est financée essentiellement par la Banque mondiale à 5 millions de dollars soit 2,5 milliards F CFA. Selon le coordonnateur du projet CAB, le but de cette phase est

d'augmenter la part de l'économie numérique dans le produit intérieur brut du Congo.

En 2008, au terme d'un sommet, les chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale avaient décidé de doter la sous-région d'un réseau de télécommunications fiable à haut débit qui devrait relier, au moyen d'une connexion terrestre à fibre optique, plusieurs pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale.

Au nombre des résultats attendus figurent la transformation du paysage des télécommunications dans un pays ; la transmission de données d'un pays de la sous-région à un autre sans transiter par les câbles sous-marins internationaux ; l'augmentation du taux de pénétration de l'internet à haut débit et la dissémination de la connectivité internationale sur l'ensemble du territoire des Etats concernés.

Christian Brice Elion

INVESTISSEMENTS

Des Sud-Africains attirés par le Congo

En quête de partenariats, une délégation de la société sud-africaine ADI, conduite par son directeur général, Rey B.M. Khoza, a échangé tour à tour, les 29 et 30 novembre à Brazzaville, avec l'équipe technique du ministère de l'Équipement et de l'entretien routier ainsi qu'avec le directeur de cabinet du ministre des Zones économiques spéciales (ZES).

La rencontre avec les cadres du ministère de l'Équipement a porté, entre autres, sur le développement des infrastructures routières, des facteurs de développement économique. Il en est ressorti que pour doter le Congo d'un réseau routier fiable, il est de mise de nouer des partenariats tant au niveau national qu'international. C'est dans cette optique que le consortium ADI effectue sa deuxième mission exploratoire dans le pays. « La République du Congo a compris que le développement économique ne pourra être possible que par l'entremise de l'entretien routier », a déclaré le directeur général de ADI, qui n'a pas manqué d'afficher sa détermination d'investir au Congo, « quels que soient les défis », a-t-il dit.

Le consortium ADI entend créer de l'emploi et envisage une stratégie sur l'échange de connaissances « pour bâtir l'Afrique ». Trois priorités intégrant les attentes du secteur des travaux publics ont été présentées par les experts du ministère de l'Équipement. « Nous avons proposé trois grands ouvrages qui nous



La délégation sud-Africaine s'entretient avec le directeur de cabinet du ministre des ZES

posent problèmes: un dans la partie nord du pays, sur la RN3 et deux autres sur la RN4, notamment au-delà de Madingou-Kayes, en allant vers la frontière avec le Gabon. Ce sont-là des projets que nous devons poursuivre: la continuité de la RN3 et la RN6. Voilà à peu près les priorités que nous avons eu à définir mais il y en a plusieurs », a fait savoir le directeur général de l'Équipement, Blaise Onanga.

Répondant aux attentes du gouvernement en matière d'infrastructures routières, une mis-

sion de prospection sera effectuée en vue de la mise en œuvre des projets arrêtés.

ADI sollicite plus d'informations sur les ZES de Ouesso-Oyo-Ollombo
Reçue le 30 novembre par le directeur de cabinet du ministre des ZES, Guy Alain Ikolo, la délégation du consortium ADI, accompagnée cette fois-ci de l'ambassadeur de l'Afrique du sud au Congo, Richard Baloyi, a exprimé son besoin de disposer de toutes les informations nécessaires sur les deux ZES situées dans

la partie nord du pays pour lui permettre de mieux orienter son plan d'action.

C'est ainsi que la loi cadre portant création des ZES et celle instituant l'Agence de planification et de développement desdites zones ont été remises aux hommes d'affaires sud-africains. « Avant de pouvoir cibler les secteurs d'activité à développer, nos hommes d'affaires ont besoin d'avoir le maximum d'information leur permettant d'élaborer leur plan d'action », a souligné l'ambassadeur Richard Baloyi.

Hormis les ZES, ces hommes d'affaires sont aussi attirés par les potentialités touristiques de la République du Congo. « Nous avons aussi une société intéressée au domaine touristique qui viendra au Congo. Elle organisera des expositions pour montrer ce dont elle est capable de faire », avait indiqué le diplomate sud-africain, lors d'une audience que lui avait accordée récemment, le ministre de ce département.

Rappelons que les études de faisabilité de la zone Oyo-Ollombo, conduites par le cabinet Surbana International Consultants de Singapour, ont été rendues publiques depuis juin 2013. D'une superficie de 760 318 hectares, elle sera destinée aux activités suivantes : la production des cultures alimentaires et de rente; le soin du bétail et de l'élevage; la transformation des produits agricoles (catégorie comestible-non comestible); la sylviculture ; les services commerciaux ; le tourisme, etc.

S'agissant de la ZES de Ouesso qui couvre une superficie de 64 520 hectares, les activités retenues sont la transformation industrielle du bois en sciage et contreplaqués et à terme, la production des meubles et les constructions immobilières; la préparation, le développement des cultures de café et de cacao et la création de l'agro-industrie par la transformation de ces cultures, enfin la culture de la filière palmeraie.

Lopelle Mboussa Gassia
et Josiane Mambou Loukoula

JUSTICE

Une conférence de presse des avocats d'André Okombi Salissa violemment réprimée

Le 30 novembre à Brazzaville, quelques heures seulement après l'ouverture officielle du procès contre l'opposant André Okombi Salissa, son avocat, Me Yvon Éric Ibouanga, avait prévu de donner, dans l'après-midi, une conférence de presse dans la salle de conférence

du journal épiscopal La Semaine Africaine, pour édifier l'opinion sur cette affaire.

Peu avant 16 h, l'heure à laquelle devait démarrer cet échange avec la presse, des gens en civil, certainement des agents de la Force de l'ordre, ont fait irruption dans la cour et se sont mis

à bastonner les personnes présentes sur les lieux sans distinction.

Tout à coup, une panique a gagné le milieu, causant ainsi la débandade. Quelques journalistes invités à couvrir cette communication ont été pris à partie et dépouillés de leurs téléphones portables et

autres matériels de travail. « Alors que je venais pour couvrir une conférence de presse des avocats d'Okombi à la Semaine africaine, j'ai été accueilli par des coups de poing des agents de l'ordre en civil. Agressé, j'ai perdu mon matériel de travail et mon téléphone », a témoigné l'un d'eux.

Rappelons que l'ancien ministre André Okombi Salissa a été arrêté le 10 janvier dernier, à Brazzaville. Il est accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, de détention illégale d'armes et munitions de guerre et de détournement des deniers publics.

Les Dépêches de Brazzaville

CONGO TÉLÉCOM

Le personnel sensibilisé aux réformes structurelles annoncées

L'opérateur public est concerné par un projet des réformes structurelles des entreprises publiques annoncé par le gouvernement. Le ministre de tutelle, Léon Juste Ibombo, a tenté, le 30 novembre, de rassurer les travailleurs sur l'avenir de la société.

Le ministre des Postes, télécommunication et de l'économie numérique a indiqué que les réformes initiées par le gouvernement visent à « préserver », « rentabiliser » et « maximiser » les infrastructures très haut débit consenties par l'Etat.

D'après le ministre, cette restructuration permettra de rendre la société plus compétitive. « Le gouvernement, à travers cette réforme, compte seulement positionner Congo Télécom comme un opérateur historique fort afin de redonner à cette société ses lettres de noblesse pour qu'elle joue pleinement son



Le siège social de Congo télécom

rôle dans ce secteur en pleine mutation », a-t-il déclaré. A ce propos, l'Etat venait d'adopter, en août dernier, une loi autorisant la

ratification de l'accord de prêt de crédit acheteur préférentiel entre le gouvernement et la Banque d'import-export de Chine portant

sur la couverture nationale en télécommunication-projet phase 3. L'accord de financement va aider l'opérateur public, à en croire le

membre du gouvernement, à se doter de ses infrastructures modernes, à travers, entre autres, la 4G LTE, la fourniture des terminaux, la construction et l'équipement d'une nouvelle agence commerciale à Pointe-Noire.

« Ces investissements colossaux doivent être rentabilisés et ce en mettant votre compétence au service de la société. Il n'est nullement question, au stade où nous parlons, de la création d'une nouvelle société autre que Congo télécom », a-t-il ajouté.

Congo télécom est née des cendres de l'ex-Office national des postes et télécommunications et de la Société des postes et de l'épargne du Congo. Jusqu'alors, les passifs de ces sociétés dissoutes ne sont pas encore soldés, ce qui explique sans doute l'inquiétude des travailleurs de Congo télécom.

Fiacre Kombo

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE
www.adiac-congo.com

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

DÉPÔT À LOUER

Dépôt à louer de 250m² sur 7m de hauteur sur l'avenue principale en face du Port autonome de Brazzaville.
Contact : 06 656 80 00
06 884 28 12

NÉCROLOGIE

Les familles Mohondiabeka, Bokilo, Benabio, Mopendza, Tsambou, Mabona, Denise Tchoumou et Davy Martial Okouo Gaïko ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur arrière-petite fille, petite fille, fille, nièce et épouse la nommée Mesmine Ebonga, survenu le 23 novembre 2017, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au 52 de la rue Bacongo, Poto-Poto (arrêt Mbakas) Brazzaville. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES

Les familles Ngouloubi et Akondjo Oléngoba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis(es) et connaissances le programme des obsèques de leur fille et nièce la nommée Akondjo Geldia Junella, décédée le 18 novembre 2017 à l'hôpital Pierre-Mombengo, se présente de la manière suivante:

- Lundi 4 décembre 2017
- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h00: recueillement au domicile familial sis rue Konda n°25 Talangai
- 14h00: départ de la dépouille pour le cimetière privé Bouka
- 16h00 : fin de la cérémonie



M. ANDELY YVON LIONEL OLIVIER



Le Directeur national de la BEAC pour le Congo informe l'ensemble du personnel, les amis et connaissances que M. Andely Yvon Lionel Olivier, agent administratif au service « Balance des paiements, chargé du suivi de la réglementation des changes », décédé le 19 novembre 2017, sera inhumé ce 1^{er} décembre, selon le programme ci-après :
09 h : levée de corps au CHU ;
10 h 00 : départ du cortège funèbre ;
10 h 15 : halte à la Direction nationale de la BEAC-Brazzaville ;
11h 00 :- oraison funèbre ; recueillement au domicile familial sis, 21, rue Arc-en-ciel, à NKombo (non loin du CNRTV).
12 h 00 : messe de requiem en l'église Sainte-Bernadette Casis-Nkombo ;
14 h 00 : inhumation au cimetière privé Bouka ;
16 h 00 : fin de la cérémonie. !

IN MEMORIAM



30 novembre 2016-30 novembre 2017, voici déjà une année jour pour jour que le Seigneur a arraché à notre affection notre mère, la veuve Ibara née Pascaline Ngatse. En ce jour de triste anniversaire, les enfants Ibara et familles prient tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle. Que le Tout-Puissant protège son âme et lui accorde le repos éternel!

ENTREPRENEURIAT

L'Association initiative d'aide au développement face aux défis de l'emploi juvénile

L'organisation que préside **Guylaine Rachelle Mbanzy Ondzé** a tenu, le 30 novembre à Brazzaville, la 10^e édition du salon **entreprise emploi du Congo qui mise sur les technologies de la communication, la formation professionnelle et l'emploi juvénile.**



Guylaine Rachelle Mbanzy Ondzé, présidente de l'Aidd/Adiac

L'activité s'est tenue dans une conjoncture financière difficile avec pour objectif d'adapter les jeunes congolais et les chercheurs d'emploi aux réalités actuelles dont les technologies de l'information et de la communication. Au cours de ce salon, des rencontres ont eu lieu avec des chefs d'entreprise, des partenaires du financement de la création, du développement et de la transmission d'entreprise qui constitueront de véritables opportunités offertes aux jeunes. Les particuliers ne seront pas en reste, puisqu'ils pourront atteindre les partenaires au financement ou les porteurs de projets en création d'entreprise. « Nous sommes au-

jourd'hui devant vous pour trouver des solutions face à la précarité et l'emploi. Les animateurs des pôles vous présenteront ce que les entreprises recherchent. Par contre, les jeunes créateurs vous feront part de leurs expériences. Aujourd'hui on ne peut pas prétendre chercher l'emploi tout en négligeant les nouvelles technologies de l'information et de la communication. En bref, il faut beaucoup communiquer et maîtriser aussi les langues étrangères », a indiqué Guylaine Rachelle Mbanzy Ondzé.

Le pôle orientation, formation et création a organisé plusieurs conférences portant sur les possibilités d'utiliser les réseaux sociaux dans la recherche d'emploi et les potentialités de connaître les

aides à l'embauche. Les différents orateurs à ce salon ont mis en valeur les compétences et le savoir-faire des entreprises du territoire et favoriseront l'achat de proximité en développant leur réseau. Ces compétences étant trop souvent méconnues, ce salon a été l'occasion pour les visiteurs de découvrir l'ensemble des ressources disponibles à leurs portes. « La jeunesse représente 60% de la population africaine. Nous sommes tous interpellés pour assurer le dynamisme de cette couche de la population. (...) Personne n'accepte de mourir de pauvreté, il faut se battre et étudier les initiatives à capter pour les mettre en œuvre », a déclaré Jean François Apoko, représentant du maire de Brazzaville.

Il a également insisté sur la transmission des savoirs ainsi que des manières d'être qui, selon lui, sont « des facteurs de management efficace en ce qui concerne la problématique de l'emploi ». Le représentant du maire de Brazzaville a souhaité que les jeunes s'organisent en startup pour proposer des initiatives aidant à recouvrir les recettes municipales dans les villes du Congo. « Au regard de la crise actuelle, les villes congolaises ont besoin de compter sur leurs propres efforts d'amélioration des capacités financières et cela passera par l'adoption des méthodes modernes ainsi que numériques », a-t-il conclu. Rappelons que le salon entreprise emploi du Congo est une initiative qui date de 2008. Il est mis en place par l'Association initiative d'aide au développement.

Fortuné Ibara

Novembre 1977-Novembre 2017, 40 ans déjà que notre grand père Diamouagana a été rappelé à Dieu.

En cette date de triste anniversaire la famille Ndamba, la Veuve Matouridi Née Diamouagana Delphine, ses petits fils Romalex Roland, Nicky oscar et Michel Moundimba demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse. Une messe d'action de grâce sera dite le 03 décembre 2017 à 11h00 en la paroisse Saint-Esprit de Mougalié.





REMORQUAGE ET AIDE AU CONSTAT GRATUITS



SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins.
En cas de choc ou de panne, le constat et le remorquage de votre voiture sont gratuits.
Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
05 053 58 58



SAHAM
Assurance
Avancez librement

TRIBUNE LIBRE

Contribution de la diaspora au développement de l'Afrique

La diaspora représente l'ensemble des personnes issues d'un pays ainsi que leurs descendants vivant à l'étranger et qui maintiennent un lien avec leur pays d'origine, notamment par des transferts de fonds qui ne compensent pas la perte en industrie liée à la fuite des cerveaux.

En effet, le monde compte 250 millions de migrants en 2016 contre 174,5 millions en 2000, soit respectivement 3,3 % et 2,8% de la population mondiale (ONU, 2017). Entre 2013 (232 millions de migrants) et 2016, la région Europe-Asie centrale a attiré 31,9 millions contre 34,28, l'Asie de l'est et Pacifique 31,4 à 25,51 millions, l'Amérique latine et Caraïbes 32,5 à 8,93, le Moyen-Orient et Afrique du nord de 23,9 à 8,10, l'Asie du sud de 37,1 à 11,38 et l'Afrique subsaharienne 23,2 à 18,66. Cette mobilité est liée à 32,6% à la libre circulation, 31,6% familiale, 12,8% humanitaire, 11,2% travail, 6,6% familles accompagnant les travailleurs et 5,2% autres.

En 2013, 43,6% des migrants sont faiblement qualifiés, 35 % ont un niveau d'éducation intermédiaire et 21,5 % sont qualifiés. Le taux d'émigration global de 2,4% est inférieur à celui des personnes de formation supérieure (5,4%). En Afrique, ces taux sont de 2,4% et 10,8% ; en Asie 0,9% et 3,3% ; en Europe 5% et 5,3% ; en Océanie 4,4% et 4,8% ; en Amérique latine 5,7% et 7,4% ; et en Amérique du nord 0,9% et 0,8%. On compte 9,7% des Africains de formation supérieure émigrant vers l'OCDE et 4,3 % vont ailleurs. En 2016, 60,60% de migrations africaines sont en Afrique, 16,6% en Union européenne, 7,2% Canada, 6,2% Océanie, 3,7% Etats-Unis, 5,1% Asie et 0,6% Amérique latine.

La dramatique migration clandestine de 130 000 jeunes africains par an vers l'Europe, se traduit par l'errance d'un quart dans le désert, la vente en esclavage d'un quart en Libye par des passeurs véreux, la mort en mer d'un quart et le reste arrivant en Italie où, les centres d'accueil européens leurs sont fermés. Ils sont 22 237 Nigériens en 2014 et 37 551 en 2015, 39 162 Erythréens contre 20 718, et 2 801 Guinéens contre 13 342. Leurs 880 passeurs arrêtés en Italie percevaient au moins 1000 euro par migrant dont 34,88% Egyptiens, 22,75% Tunisiens, 9,63% Sénégalais, 9,25% Gambiens, 5,13% Syriens, 4,88% Erythréens, 3,63% Marocains, 3% Nigériens, 2,75% Libyens et 4,10% autres.

Les émigrés mondiaux ont transféré 429 MD \$ de fonds vers leurs pays d'origine en 2016 contre 416 MD \$ en 2009 ; en Amérique latine et Caraïbes 57 contre 73 MD \$, en Asie du sud de 75 à 110, au Moyen-Orient et l'Afrique du nord 34 à 49, en Europe et en Asie centrale de 35 à 38, en Asie de l'est et Pacifique de 86 à 126 et en Afrique subsaharienne de 21 à 33. Ces transferts dépassent les 132 MD \$ de l'aide publique au développement (APD) internationale.

En 2016, les transferts vers l'Afrique de 60 MD \$ sont effectués par 32 millions de migrants contre 40 MD \$ en 2010 des 21,8 millions migrants. Ils sont plus importants que l'APD pour l'Afrique qui est passée de 23,12 MD \$ en 2000 à 51 MD \$ en 2015 (BAD, 2017). Les transferts proviennent à 41 % de la diaspora africaine d'Europe, 28 % des Etats-Unis, 20% d'Afrique, 9 % des pays du Golfe et 2% d'ailleurs.

L'Afrique du nord en reçoit 27,4 MD \$ en 2016, l'Afrique de l'ouest, 24 MD \$, et 8,6 MD \$ en Afrique de l'est et du sud. Entre 2016 et 2010, le Nigeria a reçu 16 contre 10 MD \$, le Kenya 1,7 et 1,8, l'Afrique du sud 0,7 et 1, l'Ouganda 1,1 et 0,8, l'Éthiopie 0,6 et 0,4 et le Mali 0,8 et 0,3. Ces fonds financent la consommation à 54,60%, l'investissement immobilier 15,8%, d'autres investissements 5,5%, la santé 3,4%, l'éducation 6,4% et autres 8,7%. Ils améliorent la solvabilité souveraine des Etats et augmentent le niveau et la stabilité des rentrées de devises.

La BAD héberge depuis 2009, un fonds fiduciaire financé à 6 millions euro par la France et à 200 000 \$ par le Fida en obligations diaspora pour appuyer les initiatives des investissements des migrants dans leur pays d'origine. Les pays hôtes proposent des programmes de retour des migrants avec un pécule de 2000 à 5000 euro, ou financent des missions temporaires d'appui technique de la diaspora. Selon L'Afrique des Idées (2016), le taux de retour des jeunes africains est de 75% contre 70 % d'après le fonds de private Equity, Jacana, Franky (2013). Les pays d'origine ne leurs offrent pas toujours les possibilités de retour, alors qu'ils y ont à gagner en industrie.

Ainsi, la contribution de la diaspora au développement du pays d'origine est une épargne privée qui ne compense point la perte en industrie des Etats. Elle nécessite une harmonisation des politiques de migration, intégrées au programme de développement économique inclusif de chaque pays.

Emmanuel Okamba,
maître de conférences HDR en Sciences de gestion

SANTÉ PUBLIQUE

L'OMS inquiète de la recrudescence des décès liés au paludisme

Dans le but d'interpeller la communauté internationale en général et les gouvernants en particulier sur le risque qui prévaut quant à la recrudescence des cas de décès dus à la malaria, l'agence onusienne a publié, le 29 novembre, un rapport sur la question.

Le document de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) note que, comparativement aux années 2015 et 2016, le nombre de personnes touchées par le paludisme pourrait augmenter, si aucune stratégie n'est prise par les gouvernants. Ce nombre est aujourd'hui estimé à cinq millions de cas supplémentaires. Cela s'illustre aisément par le fait que les décès dus au paludisme sont actuellement de l'ordre de 445 000.

« Alors que, ces dernières années, nous avons réalisé des progrès importants dans la lutte contre le paludisme, mais curieusement, après ce succès mondial sans précédent, les progrès ont stagné », a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, avant de reconnaître que la lutte contre cette maladie est actuellement dans un tournant décisif. Sans une action d'urgence, a-t-il signifié, l'humanité ris-

« lutte contre le paludisme », souligne encore le rapport.

Faisant l'état des lieux des financements versés par les Etats pour appuyer la lutte contre le paludisme, le document indique qu'en 2016, les gouvernements de certains pays ont fourni huit cents millions de dollars, soit 31% du financement total. Les États-Unis ont été les plus grands bailleurs de fonds pour les programmes de lutte contre le paludisme en 2016, avec un milliard de dollars, soit 38% du financement, sans oublier d'autres grands donateurs tels que le Royaume-Uni, la France et le Japon.

L'Afrique enregistre environ 90% des cas de paludisme

Citant le continent africain, le rapport précise qu'au moment où le taux de nouveaux cas de la maladie a globalement diminué, depuis 2014, la tendance s'est stabilisée et même inversée dans certaines régions parmi lesquelles, l'Afrique. Dans ces régions, les taux de mortalité dus au paludisme ont suivi une tendance similaire.

« La région africaine continue de recenser environ 90% de tous les cas de paludisme et de décès dans le monde. Quinze pays, sauf un en

« La région africaine continue de recenser environ 90% de tous les cas de paludisme et de décès dans le monde. Quinze pays, sauf un en Afrique subsaharienne, portent 80% du fardeau mondial du paludisme. De toute évidence, si nous voulons que la riposte mondiale au paludisme reprenne son cours, il faut que le soutien aux pays les plus touchés d'Afrique soit le principal objectif »

quera de regresser et de manquer des objectifs mondiaux de lutte contre ce fléau pour 2020 et au-delà.

S'agissant de l'importance de la mise en place, de manière urgente, d'une politique efficace y relative, le rapport précise que la stratégie technique mondiale préconise des réductions d'au moins 40% des taux d'incidence et de mortalité du paludisme d'ici à 2020. L'OMS avertit que le monde n'est pas en voie d'atteindre ces objectifs décisifs, à cause de l'insuffisance des financements au niveau national et international qui entraîne des lacunes importantes dans la campagne des moustiquaires imprégnées d'insecticide, des médicaments et d'autres outils vitaux.

« Globalement, environ deux milliards de dollars ont été investis dans les efforts mondiaux de lutte contre le paludisme et de son élimination en 2016. Ce chiffre est nettement inférieur à l'investissement annuel estimé à environ six milliards de dollars pour atteindre les objectifs de 2030, notamment au plan de la stratégie mondiale de

Afrique subsaharienne, portent 80% du fardeau mondial du paludisme. De toute évidence, si nous voulons que la riposte mondiale au paludisme reprenne son cours, il faut que le soutien aux pays les plus touchés d'Afrique soit le principal objectif », peut-on lire dans ce rapport.

En conclusion, ce document insiste sur le fait que dans la plupart des pays touchés par le paludisme, dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide est le moyen le plus courant et le plus efficace pour prévenir l'infection. Car, en 2016, environ 54% des personnes à risque de paludisme en Afrique subsaharienne dormaient sous une moustiquaire imprégnée contre 30% en 2010. Cependant, le taux d'augmentation de la couverture en moustiquaires a ralenti depuis 2014.

« Pulvériser des insecticides sur les murs intérieurs des maisons est un autre moyen efficace de prévenir le paludisme. Il y a une forte baisse du nombre de personnes protégées contre le paludisme par cette méthode », a conclu le rapport.

Rock Ngassackys

Juste Désiré Mondélé présente à Pointe-Noire son livre sur les enjeux et perspectives de la diversification de l'économie congolaise

Au cours d'une conférence organisée le 24 novembre à la résidence du Consul général de France à Pointe-Noire, Juste Désiré Mondélé, économiste, entrepreneur, homme politique et conseiller spécial du président de la République, a présenté son livre, un essai de 252 pages intitulé «Enjeux et perspectives-Diversification économique au Congo-Brazzaville» paru récemment aux éditions Jean Picollec de France.

Cette conférence est la deuxième que le consulat de France organise cette année après celle de l'AFD (Agence française de développement). La rencontre qui a bénéficié de la collaboration de la section Congo de l'association Africa-France s'est déroulée en présence de Dieudonné Moyongo, ministre de la culture et des arts, Bertrand Cochery, ambassadeur de France au Congo, Roland BouitiViaudo, 2^e vice-président de l'assemblée nationale, le général Jean Olessongo Ondaye ainsi que plusieurs acteurs économiques. Face à la crise économique et financière les pays africains aspirent à la diversification de leurs économies avec des choix différents à sa mise en œuvre. Dans son livre préfacé par Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la chambre consulaire de Pointe-Noire, et qu'il dédie à son défunt père Jean Mondélé (fervent défenseur des droits des travailleurs), Juste Désiré Mondélé fait état de ces choix pour le cas du Congo et rassemble les éléments clés de ce processus de diversification, «un enjeu majeur et stratégique pour l'avenir de ce pays» comme l'a souligné Jean Delvert, consul général de France.

Dans le livre «Enjeux et perspectives-Diversification économique au Congo-Brazzaville» dont bon nombre de participants se sont procurés avant même sa présentation, Juste Désiré Mondélé éclaire les enjeux, alimente la réflexion, Chiffres, faits et tableaux à l'appui, et indique les solutions pour une diversification effective et efficace afin d'atténuer l'impact du pétrole et donc de réduire les risques de crises dans le pays.

Au cours de la conférence, l'auteur a axé son exposé sur certains grands points de son ouvrage à savoir: les caractéristiques de l'économie congolaise, la dynamique de la diversification économique au Congo, les conditions requises de mise en œuvre de politiques de diversification, les axes de concentration des efforts. Il en ressort que, malgré ses nombreux atouts dont dispose le Congo (terres arables, hydrographie dense, sous-sol riche, curiosités touristiques, population jeune, potentialités touristiques, meilleur positionnement en Afrique centrale), le processus de diversification tarde à prendre corps.

Cela, d'après Juste Désiré Mondélé, à cause de son modèle écono-



Juste Mondélé et Didier Mavouenzela

mique et de sa stratégie de développement basés essentiellement sur la rente pétrolière qui entravent le développement du pays. L'importance particulièrement accordée à la production et à l'exportation des ressources naturelles n'a pas favorisé l'émergence des autres secteurs de production de biens de consommation locale. La diversification de l'économie du Congo s'avère nécessaire pour une croissance et un développement durable.

«Le gouvernement qui en a pris conscience s'appuie sur les potentiels existants, les efforts sont consentis dans les infrastructures qui se modernisent de plus en plus tout en s'efforçant d'améliorer la gouvernance économique et politique». Pour l'auteur, la stratégie nationale de cette diversification qui se repose sur le développement des grappes d'activités et sur la création des Zones économiques spéciales (ZES) devrait aussi prendre en compte les hydro-

carbures.

D'après l'auteur, la réussite de la stratégie de diversification définie par le gouvernement permettrait de réduire la vulnérabilité de l'économie congolaise au choc à la fois endogène et exogène. Toutefois, il convient de déployer, selon lui, encore plus d'efforts dans le cadre de l'équipement du pays en infrastructures de base, du désenclavement de l'arrière-pays, de l'industrialisation du pays, de l'amélioration l'environnement des affaires pour attirer d'avantage les investissements directs étrangers, de la promotion de la bonne gouvernance et la transformation locale des matières premières. Le débat qui est intervenu après l'exposé a éclairé l'auditoire sur les aspects portant, entre autres, sur les autres ressources et la manière de les valoriser dans le pays, sur le financement des projets et sur la formation. Sylvestre Didier Mavouenzela à signaler que ce débat devrait se poursuivre pour pouvoir influencer les politiques publiques qui vont être mises en œuvre pour une diversification économique effective.

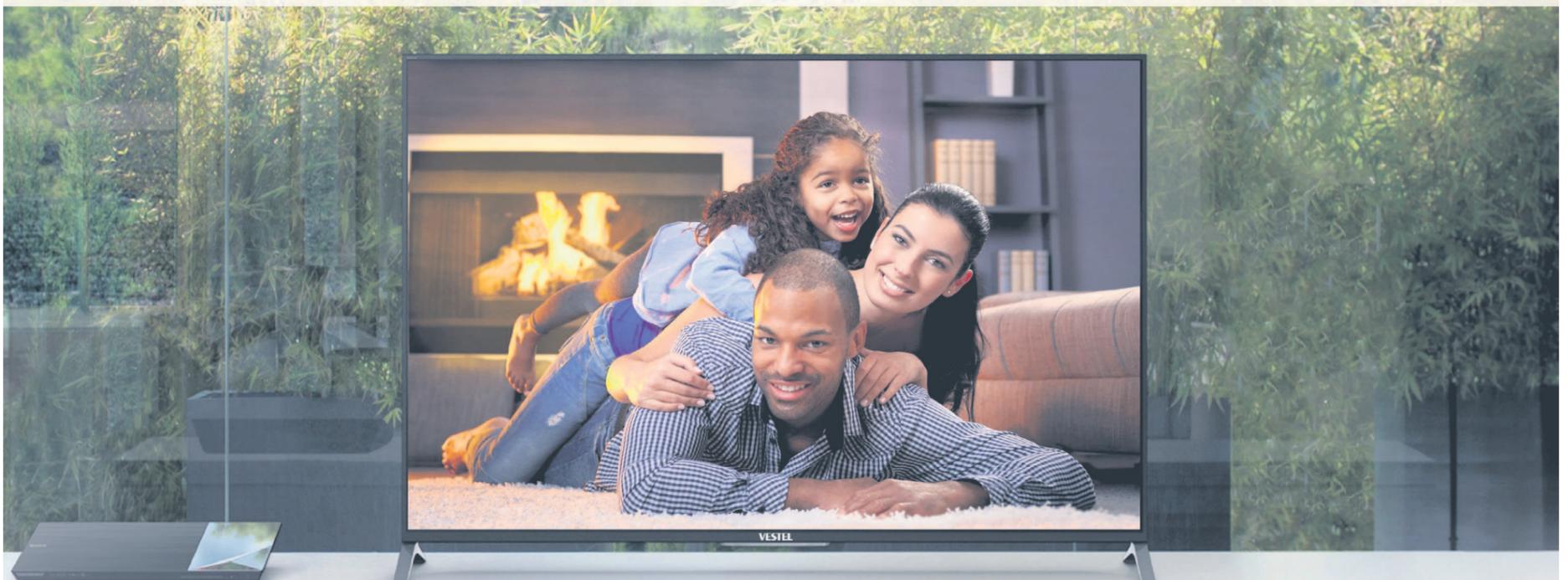
Juste Mondélé a loué l'initiative du consulat de France d'organiser cette conférence et souhaité «plus d'échanges entre les entreprises françaises et congolaises en vue de renforcer nos liens et de partager nos expériences et expertises en matière de gouvernance économique et d'entreprises». Sur le choix de cette activité, Jean Luc Delvert a expliqué : «C'est important pour nous d'avoir ce type de rencontre ici à Pointe-Noire au cœur économique du Congo. Notre intention est évidemment de contribuer au débat d'idées dans la ville. C'est d'ailleurs le sens des orientations qui ont été fixé par l'ambassadeur.» Se disant satisfait des initiatives du consul Bertrand Cochery a renchéri : «Face aux difficultés auxquelles est confronté le pays, en ce moment nous partageons tous la conviction que Pointe-Noire peut être le laboratoire, la pépinière d'où peuvent partir les solutions».

Le livre de Juste Désiré Mondélé, considéré par l'ambassadeur de France comme un donneur d'idées, un agitateur de réflexions, a été bien accueilli par l'auditoire. Et pour une véritable diversification, Bertrand Cochery a estimé qu'il faut beaucoup investir dans le capital humain (la formation) et faire revenir les talents qui sont à l'étranger. Tenant compte du thème abordé et de sa quintessence, le ministre de la culture et des arts a estimé important que le livre de Juste Désiré Mondélé (le deuxième après celui intitulé «Carnet d'un élève citoyen», une autoédition paru en 2010) soit déposé et conservé à la bibliothèque nationale pour la postérité.

BUROTOP IRIS

**ACHETER UN TELEVISEUR SMART
N'EST PLUS UN LUXE**

VESTEL



32" HD : 139 000 FCFA HT
43" FULL HD : 269 000 FCFA HT
50" FULL HD SMART : 369 000 FCFA HT
55" FULL HD SMART : 419 000 FCFA HT
65" ULTRA HD SMART : 999 000 FCFA HT

4 Avenue FOCH - Centre Ville - Brazzaville Tél.: 055 777 888 - 066 69 60 60

Avenue Moe Katt Matou - après le Rond Point Kassaï - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

La Chine préoccupée par la sécurité de sa communauté au Congo

L'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang, a formulé, le 29 novembre à Brazzaville, le vœu de voir la Force publique congolaise veiller à la sécurité de tous ses compatriotes et de leurs biens sur le territoire national.

Le diplomate chinois a fait sa déclaration à l'occasion d'une réception dînatoire qu'il a accordée aux ministres de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou et de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, en présence du ministre délégué auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la décentralisation et du développement local, Charles Ngamfouomo.

En effet, Xia Huang a salué, dans son mot liminaire, l'ex-

cellence des relations de coopération entre la Chine et le Congo, avant de reconnaître tout le grand travail réalisé par la Force publique congolaise dans le cadre de ses missions traditionnelles de sécuriser les personnes et les biens. En outre, il a souhaité que les autorités congolaises puissent créer des conditions pour le renforcement du rôle de la Force publique en ces périodes festives.

Répondant aux sollicitations du diplomate chinois, le ministre Raymond Zéphirin Mboulou l'a assuré qu'il peut compter sur la police congolaise pour la sécurité de sa communauté basée au Congo et de ses biens, notifiant, au passage, que l'année 2017 a été moins tumultueuse sur le plan sécuritaire que les deux pré-



cédentes. Par ailleurs, l'orateur a également relevé les résultats positifs de la coopération bilatérale entre les deux pays. « Chaque

fois que vous aurez des difficultés sur le plan sécuritaire, veuillez vous rapprocher du ministre de la Défense nationale et

Les officiels suivant le mot de l'ambassadeur de moi-même. Nos portes vous sont grandement ouvertes », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

PAIX ET SÉCURITÉ

L'assistance militaire américaine en Afrique

En 2017, l'aide étrangère américaine est d'environ 42,4 milliards de dollars. Concernant l'apport en matière de sécurité et dans certains programmes proches de la justice ainsi que de la lutte contre le narcotrafic, elle s'élève à 16,8 milliards de dollars.

Quelque 8,7 milliards de dollars ont été fournis par le département de la Défense, le reste par le département d'Etat ainsi que d'autres autres agences dont l'USAID, la DEA et le ministère de l'Intérieur. Les dix premiers bénéficiaires sont l'Afghanistan, Israël, l'Egypte, l'Irak, la Jordanie, le Pakistan et quatre pays africains, notamment le Kenya (626,4 millions de dollars), le Nigeria (606,1 millions de dollars), la Tanzanie (575,3) et l'Ethiopie (513,7). Viennent ensuite,

pour l'Afrique, l'Ouganda, la Zambie, le Mozambique, le Sud Soudan, le Rwanda, etc.

L'assistance sécuritaire américaine à l'Afrique prend la forme d'une aide militaire. Première priorité d'Africom, la part la plus importante concerne la lutte contre les Shebab, soit plus de 1,4 milliard de dollars, la dernière décennie. A ce montant, il faut ajouter l'aide destinée au Kenya, Djibouti et l'Ethiopie, environ 40 à 60 millions de dollars par an depuis 2012. En augmentation également, l'assistance au Nigeria et à ses voisins, pour la lutte contre Boko Haram, et l'aide aux pays du Sahel.

Trois programmes dominent au département d'Etat, à savoir l'International military education and

training program (IMET); les Foreign military sales (FMS) et le Foreign military financing (FMF). Ce sont-là des programmes mis en œuvre par l'Agence du Pentagone pour la coopération sécuritaire (Defense security cooperation agency ou DSCA) et gérés par Africom.

Parmi les dix premiers bénéficiaires du FMF des cinq dernières années, figurent trois pays africains qui sont le Djibouti, l'Ethiopie et l'Ouganda.

Le Tchad, le Cameroun et la Mauritanie sont également d'importants bénéficiaires. La part africaine du FMF représente, quant à elle, 5,7 milliards en 2017 sur un total de 16,8 milliards.

Concernant l'IMET, la part de l'Afrique est d'environ 12 millions par an. L'essentiel de l'aide américaine

à l'Afrique transite par le budget PKO ou Peacekeeping operations: ces programmes participent à la formation des armées partenaires (BPC). Le budget PKO a aussi financé la réformation des secteurs de sécurité (RSS) au Liberia, au Sud Soudan, à la RD Congo et à la Somalie.

Le PKO est aussi le principal budget pour les programmes de lutte contre le terrorisme administrés par le département d'Etat, programme ciblant le Sahel et le programme PRACT concernant l'Afrique de l'est.

Autre programme essentiel, le Global peace operations initiative (GPOI). Il devait originellement durer cinq ans avec un budget de 660 millions de dollars.

Il a été étendu et vise à entraîner 242 500 soldats

supplémentaires (le GPOI a déjà entraîné près de 100 000 militaires africains depuis 2005).

Il y a également la BPC, dont l'objectif est d'appuyer la formation aux opérations de maintien de la paix. 80% des Casques bleus déployés dans le monde sont Africains.

L'une des plus larges opérations de stabilisation est la Mission de l'Union africaine en Somalie, avec 22 000 soldats de la paix africains (la plupart équipés et entraînés par les Etats-Unis, avec le soutien financier de l'Union européenne). Parmi les dix plus importants contributeurs aux missions de maintien de la paix de l'ONU, la moitié se trouve en Afrique.

Noël Ndong



SALARIÉS

Ouverture des inscriptions au cours du soir :

- 3^{ème} année bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

Diplômes Français

Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com ; Site : www.escic-cg.com

SOMMET EUROPE-AFRIQUE

Antonio Guterres appelle à une nouvelle coopération

Le secrétaire général de l'ONU a demandé aux deux continents, le 29 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire, de changer leurs relations et d'établir une nouvelle plateforme de coopération qui reconnaisse le potentiel énorme de l'Afrique.

S'adressant aux dirigeants africains et européens réunis lors de leur 5^e sommet, le chef de l'ONU a salué le partenariat entre leurs organisations régionales et l'attention portée à la jeunesse, notamment la recherche d'un développement durable, inclusif et créateur d'emplois pour les jeunes. « Les jeunes sont le moteur de nos sociétés et nous devons les écouter. Il nous faut les mettre au cœur de nos plans de développement, nationaux et internationaux. Répondre à leurs aspirations est essentiel dans une perspective de développement ; mais c'est aussi un élément essentiel pour préserver la paix et notre sécurité collective », a déclaré le secrétaire général. C'était en présence du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, du président du Conseil européen, Donald Tusk, et celui de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Au sujet des relations entre les Nations unies et l'Union africaine, Antonio Guterres s'est réjoui de ce qu'un accord-cadre visant à renforcer le partenariat de paix et de sécurité a été signé. Un autre sur le développement durable suivra en 2018.

En ce qui est des objectifs de développement durable, il a estimé que pour les atteindre il est question d'accroître

les efforts conjoints en matière de prévention et de médiation. Le secrétaire général de l'ONU a appelé à agir dans ce sens. « Nous avons aussi besoin d'une coopération accrue pour le déploiement de forces africaines capables d'imposer la paix et de combattre le terrorisme, avec un mandat fort du Conseil de sécurité des Nations Unies », a-t-il relevé. Et de poursuivre qu'« Il est temps de fournir les moyens appropriés aux organisations régionales, y compris par des mandats clairs et solides, accompagnés d'un mécanisme d'évaluation et d'un système de financement adéquat et prévisible ».

Le chef de l'ONU a reconnu que l'Union européenne apporte un soutien politique et financier substantiel, ainsi qu'une expertise et un savoir-faire concernant les questions de maintien de la paix en Afrique. « Dans cet esprit, l'Union africaine et les Nations unies, avec l'appui de l'Union européenne, peuvent aider le G5 Sahel à faire face aux menaces transnationales et au terrorisme », a-t-il affirmé, en référence aux cinq pays formant cette force régionale qui regroupe le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Mauritanie. L'exemple de la Mission de l'Union africaine en Somalie et les actions conjointes en République centrafricaine sont, avec le G5 Sahel, trois exemples évidents de l'importance de la coopération trilatérale entre l'Union africaine, l'Union européenne et les Nations unies, a indiqué Antonio Guterres.

Nestor N'Gampoula

LUTTE CONTRE L'ESCLAVAGE EN LIBYE

Le sommet Europe-Afrique prend des mesures d'urgence

Après le scandale international né de la diffusion d'images de la vente des migrants en terre lybienne, l'émigration africaine s'est imposée comme thème majeur du 5^e sommet qui a réuni, du 29 au 30 novembre, environ quatre-vingt-trois chefs d'Etat et de gouvernement, ainsi que cinq mille délégués à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

A Abidjan, le président français, Emmanuel Macron, a déclaré: « Les dirigeants se sont mis d'accord pour mener des opérations d'évacuation d'urgence dans les prochains jours ou semaines. Il a été décidé de mettre en place une coopération renforcée sur le plan sécurité et intelligence pour démanteler les réseaux de trafiquants ».

Selon lui, une coopération étroite sera mise en place avec « une task force opérationnelle » associant les services de police et d'intelligence pour démanteler les réseaux et leur financement. Il a rappelé que les « trafiquants d'être humains » étaient « profondément liés » aux trafiquants d'armes, de drogue et aux mouvements terroristes qui opèrent dans toute la bande sahélo-sahélienne.

A l'ouverture du sommet, le président ivoirien, Alassane Ouattara, appelait les jeunes « à ne pas se lancer à l'aventure au péril de leurs vies »,

indiquant que, « 60 % de la population africaine a moins de 25 ans, et des centaines de milliers de jeunes désespérés par le chômage, la pauvreté et l'absence de perspectives dans leurs pays tentent d'émigrer vers l'Europe chaque année ».

Pour sa part, le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, a renchéri, « ce sommet doit être le point de départ d'une action résolue contre cette tragédie de l'immigration et de ses conséquences ».

La Libye, par la voix du président Fayez el-Sarraj, a admis que des « opérations d'évacuation d'urgence soient menées dans les prochains jours ».

Mais pour endiguer le phénomène des réseaux de trafics humains, les dirigeants optent pour des échanges de renseignement et d'enquête policière, afin de démanteler les réseaux par-delà les frontières des pays concernés.

En outre, l'Union européenne (EU) a affiché son soutien au G5 Sahel, un groupe de cinq pays (Mali, Niger, Mauritanie, Burkina Faso et Tchad), qui s'efforce de mettre en place une force antijihadiste dans cette région, mais le financement est encore largement insuffisant. Seule la moitié du budget de cette force a été réunie, bien qu'il ait été divisé par deux, à 240 millions d'euros. L'UE en a promis cinquante.

Yvette Reine Nzaba

LIVRES

Juste Désiré Mondelé publie « Enjeux et perspectives/Diversification économique au Congo Brazzaville »

Dans l'ouvrage édité par Jean Picollec, l'auteur propose de possibles axes de développement pour les pays africains, pays riches de ressources jusqu'à présent insuffisamment exploitées. Il préconise la diversification comme moteur de l'économie.

Une coïncidence avec l'actualité de mutations des accords économiques internationaux entre l'Union africaine et l'Union européenne ? Paru aux éditions Jean Picollec, le livre de 250 pages de Juste Désiré Mondelé est l'émanation de sa propre observation des fluctuations de l'économie contemporaine, patiemment, depuis une dizaine d'années.

Dans ce nouvel ouvrage, il dis-sèque les causes de ces fluctuations et affirme que le temps est venu de diversifier l'économie et d'être décisif face aux choix économiques qui ne fonctionnent plus. Juste Désiré Mondelé propose des pistes de réflexion constructives, obtenues de son expérience sur le terrain, d'un intérêt certain.

Pour sauver l'économie congolaise qui accentue les inégalités, le chômage ainsi que la destruction de l'environnement, il nous propose un nouveau système fondé sur la diversification et la structuration du vieux continent en général et plus particulièrement de la sous-région du Bassin du Congo.

Ne s'agit-il que d'un rêve ? Absolument pas. C'est réalisable.

Enjeux et perspectives/Diversification économique au Congo Brazzaville aborde une approche, murement réfléchie, à la fois économique et humaniste. Ce qui rend cet ouvrage, très documenté en analyses ainsi qu'en références

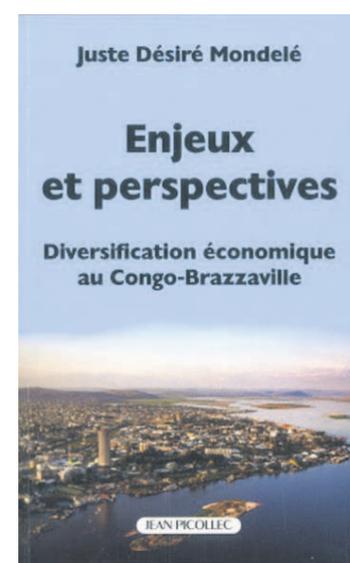
économiques et historiques, accessible à tous lecteurs tant spécialistes que non spécialistes.

Chiffres, faits, tableaux à l'appui, le livre éclaire sur les enjeux, alimente la réflexion, indique des solutions pour une diversification efficace afin d'atténuer l'impact de la ressource du seul pétrole et donc de réduire les risques dans les pays producteurs comme le Congo, tel que peut le découvrir le lecteur au fil des chapitres.

Détenteur d'une maîtrise en sciences politiques à Bucarest, en Roumanie, et d'un DESS de gestion des collectivités locales à Paris, Juste Désiré Mondelé est né à Brazzaville, en 1971. Il a occupé les postes de directeur général de la Société congolaise de manutention des bois (Socomab. sa) et vice-président du groupe de négociations de la République du Congo pour la facilitation des échanges à l'Organisation mondiale du commerce. Il a obtenu, en 2015, le Prix d'excellence des entreprises congolaises (catégorie



Juste Désiré Mondelé Crédit photo : Yann Arthus-Bertrand



transport et logistique). Commandeur dans l'ordre du mérite congolais, Juste Mondelé est membre du conseil municipal de la ville de Brazzaville, conseiller spécial du président de la République, chef du département politique, et député depuis les dernières élections législatives de juillet 2017.

Marie Alfred Ngoma

ROUTES DE LA SOIE

Les relations Chine-Afrique renforcées à Marrakech

Le forum Chine-Afrique sur l'investissement* s'est terminé sur des promesses d'investissements, et pour le Maroc, sur la détermination de s'inscrire en tête de pont de l'Afrique.

Les Chinois qui avaient fait le déplacement à Marrakech sont repartis avec la conviction d'une terre africaine accueillante en termes de business. «*Le sud doit faire confiance au sud, a plaidé le ministre de l'Industrie*», Moulay Hafid Elalamy, dans son discours de conclusion. «*Pendant ce forum nous avons intensifié nos relations. Et nous voulons nous constituer comme un des catalyseurs de cette relation Chine-Afrique*», a-t-il ajouté.

Le message est clair. Et l'enjeu de taille. Sur ce principe de

«*relations de confiance*», les «*nouvelles routes de la soie*» (One belt, one road - Obor) voulues par Xi Jinping vont maintenant poursuivre leur tracé - aux contours évolutifs - et contribuer à soutenir la progression des échanges commerciaux de l'Afrique avec la Chine.

Le Kenya, l'Égypte, Djibouti, le Maroc depuis peu, ont intégré l'initiative Obor, cet ambitieux programme d'infrastructures qui relie par voie terrestre la Chine à l'Europe occidentale via l'Asie centrale et la Russie, et par voie maritime l'Afrique et l'Europe par la mer de Chine et



Une vue de la salle lors du forum Chine Afrique sur l'investissement (@CAIF2017)

l'Océan indien.

L'Afrique de l'ouest et l'Afrique

centrale rejoindront-elles ce programme ? Probablement.

C'est ce qu'ont formulé les quelques représentants de ces pays. En tout cas, ceux qui étaient présents à Marrakech.

Quand au Maroc, pendant ces deux jours, par la voix de son ministre de l'Industrie, il aura mis beaucoup d'énergie et de professionnalisme à convaincre les investisseurs de sa capacité à accompagner l'investissement en Afrique, se plaçant en tête de pont de l'Afrique et porte d'entrée vers l'Europe. Un pays «*catalyseur de projets*» sur un continent vaste et prometteur.

* Le forum Chine-Afrique CAIF17 était organisé par Jeune Afrique Media Group sous l'égide du roi du Maroc.

Bénédicte de Capèle

Paul Obambi : «*Quand les Africains signent avec les Chinois, ils le font en toute connaissance de cause*»

Intervenant du forum sur l'investissement Chine-Afrique CAIF 2017 à Marrakech, le président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Brazzaville, patron de Sapro Group, Paul Obambi, décrypte pour Les Dépêches de Brazzaville sa vision d'une relation équilibrée Chine/Afrique.

Les Dépêches de Brazzaville (LDB): Paul Obambi, vous êtes intervenu au cours du forum China/Africa Investment. Que pensez-vous de cette rencontre ?

Paul Obambi (PO): Mon point de vue général est très positif. Le forum a posé le cadre de discussions adaptées aux attentes des chefs d'entreprises chinois et africains, institutionnels et membres de gouvernement d'un certain nombre de pays africains. J'aurais été plus positif encore dans mon observation si le gouvernement du Congo avait été présent alors qu'il travaille beaucoup avec la Chine. Son absence est regrettable ici à Marrakech où les débats ont été riches d'enseignements avec, d'un côté, la Chine, première usine mondiale en quête de concrétisations de projets, et de l'autre, l'Afrique qui entre dans une nouvelle ère d'industrialisation et a des besoins pour asseoir son développement.

L.D.B.: Des inquiétudes sont parfois exprimées quant à une certaine opacité des contrats avec les Chinois. Cette perception vous paraît-elle juste ?

P.O.: Nous ne sommes pas tout à fait dans le rituel classique des relations entre l'Afrique et l'Europe, par exemple. Il s'agit seulement d'un changement de méthode. Mais je ne suis pas inquiet. La Chine a un discours tout à fait clair et quand les Africains signent avec les Chinois, ils le font



Paul Obambi, président de la Chambre de Commerce et d'industrie de Brazzaville, patron de Sapro Group, livre ses impressions sur le CAIF 2017 (@Adiac)

en toute connaissance de cause, dans une relation gagnant/gagnant. Maintenant, à chacune des parties de savoir ce qu'elle gagne. S'il y a opacité, c'est parce que les parties l'ont décidé. Comme partout ailleurs, certains contrats sont confidentiels, d'autres grands publics et à la disposition de tous.

Si avec l'Europe nous devons passer par des appels d'offres ouverts, avec un cahier de charges connu et publié, on peut aussi laisser le droit à d'autres opérateurs de faire un gré à gré comme l'Europe l'a fait en d'autres circonstances avec les pays du Moyen-Orient. Le tout est que,

dans ces accords, il y ait un minimum de transparence et d'équilibre pour que les pays africains, et le mien en particulier, trouvent leur compte. Maintenant, si les parties décident de rendre leur contrat confidentiel, c'est leur droit.

L.D.B.: Il a été évoqué cette idée d'une Afrique de 54 pays, parfois de petites dimensions, en face d'une seule et vaste nation qui est la Chine. L'équilibre devrait-il passer par des accords avec des régions plutôt que des pays ?

P.O.: Ce gigantesque pays que forme la Chine est composé de

plusieurs régions et provinces, mais il vient en bloc. Dans ces négociations, l'Afrique a tout intérêt à venir groupée. C'est là qu'elle présente un potentiel bien meilleur. Si elle vient individuellement, la Chine n'en saisira que les opportunités positives et ne s'intéressera pas au reste. Deux types de relations peuvent néanmoins coexister. Une relation bilatérale avec les sous-régions comme la Cémac, la CEEAC, etc. Et une relation continentale et concertée pour que les ressources amenées par l'empire du Milieu soient utilisées de manière cohérente sur tout le continent. Si tous les pays africains font la même chose, le marché deviendra concurrentiel avec le risque de se briser. Cette stratégie ne permettra pas de bâtir le marché intérieur africain.

L.D.B.: Vous évoquiez le fer, un exemple très concret de cette réalité.

P.O.: L'exemple du fer peut illustrer, en effet, ce principe. L'extraction de minerai suppose des infrastructures: énergie, transport, logistique. Si chacun de nous avance individuellement, nous ne gagnerons que des parts de marché peu significatives. Tandis qu'un conglomérat détiendra une dimension stratégique qui ira jusqu'à influencer sur le marché du fer. Dans la zone Cémac, le Gabon, le Cameroun, le Congo ont un potentiel en matière de fer. Un certain nombre d'infrastructures peuvent être conçues en commun. Cette volonté étatique régionale existe au plan théorique, mais il faudrait que les acteurs du secteur s'y mettent.

L.D.B.: Quel rôle les Etats peuvent-ils jouer dans cette relation Chine/Afrique ?

P.O.: Les Etats peuvent accompagner les projets sur un plan régle-

mentaire avec la libre circulation des produits, des investissements ciblés dans les infrastructures pour exploiter le minerai comme le chemin de fer ou les sources d'énergie. Tandis que les privés font le reste: production, marketing, etc. Dans un secteur comme celui du fer, il faut un partenariat public-privé. Les zones économiques spéciales (ZES) sont aussi un atout. Ce système a l'avantage de mettre les entreprises à l'abri de tout ce que les investisseurs nous reprochent comme le risque sécuritaire ou les lenteurs administratives. La sécurité des investissements y est garantie, des complémentarités avec l'administration et les opérateurs du secteur, les infrastructures adéquates, etc. Ce modèle devrait s'implanter davantage en Afrique. Avec la garantie de respect des règles du jeu, notamment des exonérations.

L.D.B.: Quels sont les atouts du continent ?

P.O.: L'Afrique est le marché du futur avec deux milliards de consommateurs à l'horizon 2050. Et une jeunesse disponible qui, avec une volonté publique, peut être préparée et éduquée. J'ai beaucoup insisté sur cet aspect. Quand la Chine, qui a déjà créé son marché intérieur, délocalise en Afrique, elle doit trouver une main d'œuvre éduquée et formée. Sinon, nous verrons encore un bataillon de Chinois accompagner le matériel, s'implanter dans les ZES et dans les usines.

Les pouvoirs publics ont exprimé leur volonté d'améliorer le climat des affaires dans les conditions définies par la Banque mondiale, de lutter contre les abus et améliorer la gouvernance. Si nous ne le faisons pas, les investisseurs chinois iront ailleurs.

Propos recueillis par Bénédicte de Capèle

INTERVIEW

Yoka Lye Mudaba : « Le dossier de construction du campus de l'INA avance bien »

L'Institut national des arts (INA) totalisera un demi-siècle le 2 décembre. Son expertise n'est pas à remettre en cause quand on sait qu'il a piloté le volet scientifique et culturel du XIIe sommet de la Francophonie en 2012. Le directeur général de cet institut, Yoka Lye Mudaba, s'en félicite et brosse le portrait robot de ce qu'il tient pour une référence comme seul institut congolais et d'Afrique centrale qui promeut les arts de la scène au niveau supérieur. Dans cette interview exclusive avec Le Courrier de Kinshasa, il se réjouit aussi de la construction prochaine du campus de l'INA qu'il voudrait « déghettoiser » et s'ouvrir encore plus au monde.

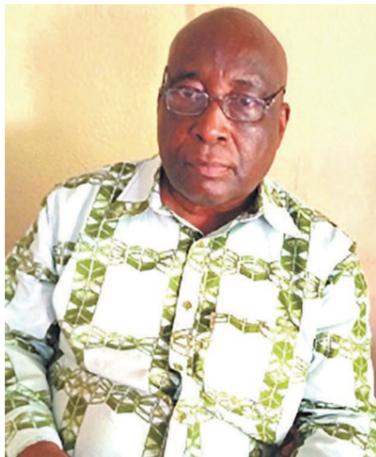
Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.) : Pourriez-vous nous dire la cause de la grande effervescence observée ces derniers temps à l'INA ?

Yoka Lye Mudaba (Y.L.M.) : L'INA aura ses 50 ans le 2 décembre. Il a été créé le 2 décembre 1967 mais les cours ont commencé au mois de février. Le 5 décembre, à 19h, est prévue une soirée de gala jubilaire à la Halle de la Gombe pour fêter l'événement. Et, tout au long de l'année, le temps qui nous reste jusqu'en février, se tiendra un symposium pour réfléchir sur l'état de l'INA mais aussi des arts de la scène et de la gestion culturelle. Et enfin, il y aura une soirée de théâtre. L'on a jusqu'ici beaucoup parlé de la musique mais pas suffisamment des arts de la scène et du cinéma, c'est ainsi que nous comptons organiser cette manifestation dédiée au théâtre et au cinéma vers février.

L.C.K. : Cette organisation est bien intéressante, mais au-delà, comment se porte l'INA au bout de ses 50 ans? Qu'y a-t-il à retenir du travail fourni jusque là ?

Y.L.M. : Je crois que l'INA a vécu au rythme de l'évolution du pays avec ses hauts et ses bas. Nous

avons eu des périodes de gloire mais aussi de basse tension mais, à mon avis, il me semble que l'INA restera une référence ne fût-ce que de par son statut. Il est le seul institut au Congo, et en Afrique centrale, à pouvoir faire la promotion, au niveau supérieur, j'allais dire universitaire, des arts de la scène. C'est aussi le seul qui a une faculté de gestion culturelle. À un haut niveau, jusqu'au deuxième cycle, nous nous préparons déjà, à moyen terme, à organiser le troisième cycle. En ce qui concerne ce que l'INA a fait jusque là, il faut considérer qu'un institut universitaire, supérieur, a trois objectifs. Le premier a trait à l'enseignement, le deuxième à la recherche et le troisième à l'utilité sociale. Du point de vue de l'enseignement, rien que statistiquement, de tous les instituts d'art, l'INA est le seul à avoir le nombre de professeurs qui est le nôtre, je le dis avec beaucoup de modestie. Et, nous avons beaucoup contribué à booster les nouveaux cycles dans les autres « instituts cousins ». Donc, de ce point de vue, nous avons également fourni énormément d'effort d'« inculturer », adapter les enseignements universels aux réalités locales. Un bon travail a été fait à ce niveau pour que les réalités de notre pays puissent être consignées et même universalisées. Le programme, quant à lui, a été enrichi. Nous avons trois sections, je citerais les arts dramatiques, au pluriel à présent, parce que l'on y met la danse, le cinéma, le ballet, le théâtre, évidemment la musique avec toutes ses variantes. À commencer par la musique classique qui est la base pour la discipline du métier, le jazz, la musique traditionnelle mais aussi les chorales qui se sont intégrées. Et, troisièmement, il y a la section gestion culturelle où l'on apprend comment gérer les entreprises culturelles, l'administration culturelle, les grands



Yoka Lye Mudaba, directeur général de l'INA (Adiac)

projets culturels du pays, ce qui constitue un grand défi.

Du point de vue de la recherche, nous avons un centre culturel où l'on retrouve tout le travail que nous faisons, les anthologies que nous produisons sur la scripturalité, c'est-à-dire la mise par écrit des systèmes oraux de nos musiques. C'est le Centre d'études et de diffusion des arts (Cédar) qui s'en occupe. C'est un travail à poursuivre, notamment dans le domaine des arts dramatiques. Ensuite, il y a l'utilité sociale. L'INA a beaucoup travaillé avec l'Union européenne dans cette perspective toutes ces dernières années, depuis cinq ans, mais aussi avec l'Unicef et l'Unesco, pour pouvoir utiliser les arts comme un support de mobilisation sociale. Ceci, autour des thèmes comme la violence faite à la femme, l'hygiène, la défense de la femme minorisée, etc. Voilà en quoi consistent l'utilité et le service communautaire du domaine des arts. Nous avons, par ailleurs, ma foi, le grand projet de bâtir le nouveau campus de l'INA avec la coopération chinoise. Il avance bien, les 5 et 6 octobre derniers, nous avons organisé un grand colloque avec la Chine pour pouvoir le lancer. Des intervenants congolais et étrangers, dont des Chinois, en ont parlé en toile de fond de la réflexion autour des

enjeux du partenariat dominant-donnant Chine-Afrique-RDC. Un tas de choses se fait, mais les problèmes, nous en avons un tas. Les premiers sont d'ordre logistique. Nous fonctionnons dans des conditions difficiles, voire limitées, sans frais de fonctionnement avec des rémunérations compliquées. Mais l'enthousiasme fait que nous sommes en mesure de transcender ces difficultés.

L.C.K. : Qu'en est-il concrètement, à ce jour, du projet de construction du futur campus de l'INA ?

Y.L.M. : Lors de la commission mixte RDC-Chine tenue à Beijing, en juillet 2015, les présidents des pays ont signé un document sanctionnant ces travaux. Parmi les dix projets qu'il contenait, il y en avait un concernant la construction d'un campus à Kinshasa. Au fur et à mesure des négociations, il est apparu que ledit projet pouvait être étendu à la construction de grands centres culturels africains. Il en faudrait un dans les sous-régions, au nord, au centre, à l'est et à l'ouest de l'Afrique. L'on devrait commencer par le Congo. Et, ce projet de Centre culturel artistique pour les pays de l'Afrique centrale sera couplé avec celui de l'INA. Les études de faisabilité ont été réalisées par une délégation de douze experts chinois en concertation avec douze de leurs pairs congolais de la présidence, des ministères des Travaux publics et aménagement du territoire, de l'Enseignement supérieur, etc. En nous réunissant tous en septembre 2016, nous avons identifié le lieu, neuf hectares en face du Palais du peuple. Après les études de faisabilité, nous avons signé un accord. La deuxième phase va consister en l'aménagement car le terrain est très accidenté avec des tas de handicaps liés à sa nature. Les Chinois

vont y travailler et passer à la troisième étape, la construction. Donc, le dossier de construction du campus avance bien. En outre, après le colloque qui a récolté un énorme succès, les Chinois ont décidé d'octroyer à l'INA un lot d'instruments de musique et d'équipements de son avant le 31 décembre de cette année.

L.C.K. : Quelles sont les perspectives à court terme de l'INA pour les trois années à venir ?

Y.L.M. : Elles vont d'abord dans le sens de l'enseignement. Notre combat, c'est d'installer le troisième cycle. Nous avons raté de près ce challenge, parce que l'une des conditions pour l'organiser était d'aligner au moins dix professeurs attirés, pas de visiteurs. Nous en avons maintenant entre sept et huit, mais c'est certain que d'ici à l'année prochaine, nous aurons notre dizaine. Nous avons fait en sorte que tous nos chefs de travaux s'inscrivent pour le troisième cycle, une douzaine l'a fait à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (Ifasic). Ce, en attendant que nous puissions avoir nos propres structures du troisième cycle. Deuxièmement, nous voulons renforcer notre partenariat avec l'étranger, il nous faut « déghettoiser » l'INA car l'une des forces d'une institution, c'est d'évoluer en réseau. C'est vrai que nous le sommes avec la Belgique francophone et un tout petit peu avec la France, mais c'est peu. Troisièmement, nous devons être en contact avec les milieux d'emploi. Ce n'est pas facile du tout car les métiers de la culture se structurent laborieusement, il faut que nous puissions arriver à connecter l'équation formation à celle de l'emploi. Voilà le combat que je mènerai à court terme, pour les deux, trois ans à venir, si je suis encore là.

Propos recueillis par

Nioni Masela

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :
Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions :
Clotilde Ibara
Secrétaire des rédactions adjoint :
Christian Brice Elion
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounou
Service Société : Parfait Wilfried Dou-niama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampou-

la (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordnatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

iCoordonnateur Général : Rachyld Badila
Coordonnateur Adjoint du suivi des Services Généraux : Jules César Olebi
Chef de section électricité et froid :
Siméon Ntsayouolo
Chef de section transport : Jean Bruno Ndokagnia
Assistante : Sylvia Addhas
DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)
Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émile Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-so, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

UDPS

Démarrage des préparatifs du congrès extraordinaire

Les travaux lancés le 29 novembre, à Kinshasa, déboucheront sur la tenue des assises qui mettront en place le nouveau leadership du parti censé le conduire aux prochaines joutes électorales.

Ce qui n'était qu'un simple vœu hier, notamment la tenue d'un congrès de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) en vue de sa restructuration avec l'émergence d'un nouveau leadership, vient de prendre corps avec l'ouverture, le 29 novembre à Kinshasa, du conclave préparatoire. Le Premier ministre Bruno Tshibala, qui continue à se revendiquer de l'UDPS, a visiblement pris l'option de foncer en faisant fi de son exclusion par l'aile de Limete avec laquelle il n'est plus en odeur de sainteté depuis sa nomination à la tête de l'exécutif national.

C'est donc un Bruno Tshibala sûr de lui, composant avec des membres du parti qui croient à son initiative, qui a pris la parole devant des militants hystériques. En fait, c'était lui la star du jour pour avoir su cristalliser l'atten-



Bruno Tshibala

tion générale autour de sa personne. Vêtu d'un costume bleu ciel, célébré à coup de slogans et chants glorieux, le dernier des fidèles de feu Étienne Tshisekedi était bien dans son élément. Toute la symbolique de cette manifestation était dans le signe V qu'il brandissait à tour de vent comme pour chamber Félix Tshisekedi et ses acolytes de l'UDPS/Limete dont il récuse le leadership.

Expliquant le bien-fondé de ce forum, Bruno Tshibala a indiqué qu'il est censé poser les bases du congrès extraordinaire de l'UDPS en passe d'être convoqué dans un avenir proche. « Il s'agit pour nous de nous mettre ensemble pour réfléchir sur les voies et moyens susceptibles de nous permettre de réorganiser notre cher parti afin d'affronter efficacement les épreuves électo-

rales qui pointent à l'horizon, et de lui donner, à l'issue des scrutins, une place à la dimension de son rôle historique dans le combat pour la démocratisation de notre pays », a déclaré le chef du gouvernement, devant sa famille politique. A l'issue de ce congrès tant attendu, il sera question de mettre en place un nouveau leadership au sein du parti et, par voie de conséquence, régler défi-

nitivement la question de la succession d'Étienne Tshisekedi à la présidence de l'UDPS.

Autant dire que pour Bruno Tshibala qui s'est démarqué de ses amis de Limete, il est question de réorganiser le parti en vue de prochaines joutes électorales. « L'UDPS qui est le procureur de la démocratie dans notre pays est et demeurera un patrimoine précieux qui doit être premier à tout prix, c'est-à-dire le mettre à l'abri de toute action qui galvauderait son statut historique », a-t-il conclu.

L'homme mise sur quelques cadres de l'UDPS ayant fait défection et qui l'ont suivi dans son escapade vers la Primature. Il croit à son aura et surtout à la stature politique qui est la sienne aujourd'hui pour fédérer toutes les tendances de l'UDPS et conduire ce parti aux prochaines élections. D'où son appel solennel à l'unité et à la réconciliation qui ont constitué la trame du combat de feu Étienne Tshisekedi par rapport à l'avenir politique de son cher parti.

Alain Diasso

MANIFESTATIONS DU 30 NOVEMBRE

De la marche pacifique à la ville morte

La police nationale a fait échouer l'activité programmée par le Rassemblement, le 30 novembre à Kinshasa, en mettant en place un important dispositif de sécurité qui a dissuadé de nombreux Kinois à rester à la maison et surtout à éviter tout risque inconsidéré pouvant tourner au pire.

La marche pacifique programmée par le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement/aile Limete a tourné au vinaigre. À Kinshasa, la manifestation s'est muée paradoxalement en ville morte. Nombreux sont, en effet, les Kinois qui ont préféré rester chez eux, sans prendre le moindre risque de sortir, question de parer à toute éventualité. Les responsables de la police avaient prévenu qu'ils allaient faire respecter la loi et la décision de l'autorité urbaine interdisant toute manifestation publique jusqu'à nouvel ordre. Tout récalcitrant ne devrait que s'en prendre à lui-même. Prenant toute la mesure de la situation et déterminée à faire échec à cette initiative de l'opposition qui dissimulait, selon elle, quelques velléités subversives, la police nationale congolaise s'est placée à la hauteur de l'enjeu.

En réponse à l'opiniâtreté des organisateurs qui n'entendaient pas abdiquer nonobstant l'interdiction de leur marche, un important dispositif policier a été déployé dans les différents carrefours de Kinshasa. D'autres sites stratégiques tels que les marchés, les stations-service, les ronds-points, les arrêts de bus, etc., étaient pris d'assaut par des éléments de la police armés jusqu'aux dents. Toutes les voies conduisant vers les deux points de jonction d'où devrait partir la marche, à savoir le rond-point Molaert et l'échangeur de Limete ont été simplement barri-

cadées. Tout attroupement était dispersé, parfois énergiquement au point de dissuader de nombreux manifestants à rebrousser chemin. Au quartier général de l'Union pour la démocratie et le progrès social, dans la commune de Limete, les partisans de Félix Tshisekedi étaient tenus en respect par des policiers prêts à dégainer. Quelques téméraires ont été arrêtés et d'autres interpellés.

Tel est le climat qui a prévalu à Kinshasa. L'affrontement tant redouté entre policiers bien armés et manifestants à main nue n'a pas eu lieu, les seconds ayant préféré jeter l'éponge. La psychose a pris le dessus sur tout risque inconsidéré pouvant virer au drame. Conséquence : la ville n'a pas connu son ambiance habituelle. Les activités ont tourné au ralenti. Plusieurs écoles, stations-service, magasins, banques et autres n'ont pas fonctionné. La fluidité du trafic routier était symbolique de l'état de paralysie dans lequel s'est retrouvé Kinshasa en cette journée du 30 novembre. De Kingasani au quartier Pompage en passant par Delvaux, Kintambo Magasin et d'autres points chauds de la ville, le constat était quasiment le même, à savoir que le spectre d'une ville fantôme a plané sur la capitale, le temps d'un éclair. Ce n'est qu'en début d'après-midi que la mégapole kinoise a commencé timidement à retrouver ses marques d'une ville bruyante et vibrante.

Rappelons que les organisateurs de la marche entendaient exprimer leur désapprobation au calendrier électoral publié le 5 novembre par la Céni tout en appelant à une transition sans Joseph Kabila.

A.D.

La marche du Rassemblement contenue d'une main ferme

L'appel à la marche pacifique pour protester contre le calendrier électoral publié par la Céni et exiger une transition sans Joseph Kabila a eu un écho favorable dans certaines provinces du pays sans pour autant se concrétiser, faute d'autorisation légale.

Si, à Kinshasa, la manifestation a viré en ville morte par peur des représailles de la police qui a quadrillé toute la ville, cela n'a pas été le cas dans l'arrière-pays où les militants du Rassemblement ont, à certains endroits, bravé les forces de l'ordre avec toutes les conséquences qui s'en sont suivies. Le côté téméraire des manifestants leur a valu des interpellations mais aussi des arrestations. C'est notamment le cas du coordonnateur du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement et secrétaire fédéral de l'UDPS/Kasaï-Oriental. D'après des sources locales, Denis Kalombo aurait été arrêté par la police au quartier général de son parti alors qu'il attendait les membres et sympathisants de sa formation politique, en vue de débiter la marche pacifique annoncée.

Dans la foulée, apprend-on, plusieurs autres manifestants dont quatre du mouvement citoyen Lucha auraient été aussi arrêtés. Bravant l'interdiction de la marche, il nous revient qu'une poignée des manifestants a, par des voies détournées, réussi à atteindre le bureau de la Monusco à Mbuji-Mayi où a été déposé un mémorandum. Même scénario ou presque à Uvira où la police a dispersé, à coup de gaz lacrymogène, des manifestants qui tentaient de se rassembler sur la place Kavimvira. Une personne, en l'occurrence le président sectionnaire de l'UNC présenté comme le chef de file de l'opération, aurait été grièvement blessée. Toute la journée, les éléments de la police et de l'armée étaient visibles sur les artères principales de la cité, exacerbant par leur présence la psychose générale.

À Kalemie, il est fait état de six membres du Rassemblement qui ont été interpellés à la Place Kisebwe, un des points chauds de la ville alors qu'ils venaient à peine de débiter leur manifestation. Ils auraient été transportés vers une destination inconnue, selon des sources. À Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, des tirs auraient été entendus au quartier Majengo. La police qui veillait au grain, épiait le moindre attroupement, aurait dispersé une meute de jeunes gens qui tenaient à manifester. Dans d'autres coins de la ville, notamment dans la partie sud-ouest, la situation est demeurée paradoxalement calme, selon des sources locales. Cependant au Sud-Kivu, il est fait état de quelques blessés à Ibanda dans la foulée de la répression d'une marche initiée par un groupe de femmes en réponse à l'appel du Rassemblement. Une dizaine de femmes avait entamé la marche en présence des éléments de la police au rond-point Vangu avant d'être dispersées, apprend-on.

Même cas de figure dans la commune de Kadutu où un groupe de manifestants regroupés au rond-point Carrefour a été dispersé, sans ménagement. À Lubumbashi, un dispositif militaire important a été installé dans tous les coins stratégiques de la ville, empêchant toute velléité de manifester. Cependant, l'on apprend qu'au quartier Matshipisha, des coups de feu ont été entendus pour disperser quelques mouvements des jeunes qui tendaient à prendre forme. À tout prendre, la police nationale congolaise a eu maille à partir, le 30 novembre, dans plusieurs coins du pays, avec des manifestants qui tenaient à passer outre la décision d'interdiction de manifester prise par l'autorité politique et administrative. Il n'y a pas eu d'incidents majeurs et aucune perte en vie humaine n'a été signalée pour l'instant, mis à part quelques cas isolés de blessures graves.

A.D.

PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE

Les artistes mobilisés pour l'événement à Pointe-Noire

Une soirée culturelle et artistique a été organisée, le 28 novembre à l'amphithéâtre Sueco, par le Centre Congo Brazzaville de l'Institut international du théâtre (IIT).

Les artistes n'ont pas voulu être en marge du 59^e anniversaire de la proclamation de la République. Par le biais de l'IIT national, la représentation de la pièce théâtrale *Apocalypse* de l'écrivain dramaturge Yvon Wilfried Lewa-Let Mandah, président national IIT, a agrémenté la soirée. Les animations diverses avec l'association Aseme, structure formatrice des jeunes artistes en herbe en musique et danse contemporaines et les chants par les Victoriens du Lycée-Victor-Augagneur ont ouvert la soirée avant que Jean-Léopold Ngoulou, dit Ngoujel 1er, ne présente le prix éponyme récemment approuvé par l'Unesco lors du 35^e congrès de l'IIT qui s'est tenu en juillet dernier à Ségovia, en Espagne.

En effet, le Prix Ngoujel 1er récompense les jeunes âgés de moins de 25 ans, perspicaces après la série de questions selon les niveaux d'études de la 6^e jusqu'à l'université sur une représentation théâtrale. « Souvent, quand on suit un film à la télé ou une représentation théâtrale quelconque, on ne comprend juste que l'histoire superficielle sans pourtant chercher à savoir le message qui s'y cache derrière. C'est pour cette raison que nous avons initié ce concours qui



Une scène du spectacle *Apocalypse* crédit photo DR

consiste à répondre aux questions sur une pièce de théâtre et cela permet aux participants au jeu d'être plus concernés par la pièce et de bien comprendre le fond et surtout le message délivré », a expliqué Jean Léopold Ngoulou, secrétaire général de Centre national de l'IIT, initiateur du projet. La pièce de théâtre *Apocalypse*, choisie pour le lancement du Prix Ngoujel 1er, a été jouée par les comédiens de l'Arche de Ngoujel, des compagnies Autopsie et Les pétroliers et des Grands AS. L'intrigue de la pièce : dans un pays où règnent toutes sortes de maux inimaginables (cruauté,

sadisme, corruption, mensonge, dérision), homo sapiens, cet être atypique sans arbre généalogique, est témoin avec effroi et stupéfaction de l'immoralité des hommes sur terre. Ses efforts à les dissuader se sont avérés vains et infructueux tant le mal est profond et presque enraciné dans toutes les couches sociales. À l'hôpital, les gens meurent parce que les soins médicaux sont administrés en échange des espèces sonnantes et trébuchantes; à l'église, les pasteurs sont érigés en marchands de bonheur et dans la force publique, on arrête les gens sans raison apparente et la relaxation est

conditionnée au versement d'une quête pour le chef; dans l'administration, les directeurs et autres responsables profitent de leur position et situation dominante pour abuser les subalternes, en particulier les femmes, etc. Bref, un monde qui fonctionne comme un véritable capharnaüm des temps modernes.

Comme toute injustice a toujours une fin, c'est un tsunami dévastateur qui s'abat sur cette population qui n'a qu'une alternative : trouver refuge auprès d'homo sapiens pour la repentance afin d'éviter le châtement irréversible. Cette pièce est un univers

de questionnement sur la société moderne gangrénée par les antivaleurs. Les vices y sont peints avec une ironie propre à l'auteur et agrémentée par la farce du metteur en scène. *Apocalypse* est la parole intérieure d'un Africain, la prédication la plus sensible où le rire est la politesse du désespoir. Elle est un instrument pour construire un monde plus humaniste, plus tolérant, plus égalitaire extirpé des fractures sociales. Ntons que la soirée s'est déroulée en présence de Fabien Obongo, directeur départemental des Arts et des lettres de Pointe-Noire.

Hervé Brice Mampouya

KARATÉ

Le championnat départemental démarre samedi

La compétition sera organisée du 2 au 3 décembre, à l'Institut Thomas-Sankara de Pointe-Noire, dans les catégories seniors messieurs et dames.



Une séance d'exhibition du karaté (Crédit photo Adiac)

Le président de la Ligue départementale de karaté, Michel Malalou Makanga, a signifié que les meilleurs karatékas à l'issue des combats représenteront Pointe-Noire au championnat national prévu en mi-décembre, à Brazzaville. Pour réussir ce premier challenge, il a appelé les concurrents à plus de dynamisme. « Je demande aux dirigeants des clubs de se préparer pour que techniquement les compétiteurs soient à la hauteur », a-t-il déclaré. Cependant, il a indiqué que la liste des participants sera ouverte jusqu'au jour du lan-

cement du championnat.

Michel Malalou Makanga organise ce championnat, conformément à son programme d'activité dévoilé lors de sa récente élection à la tête de la Ligue de Pointe-Noire, devant le directeur départemental des Sports et de l'éducation physique, Joseph Biangou Ndinga, et du premier vice président de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires, Louis Ondongo Bazayibo.

Charlem Léa Legnoki

FÊTE DE LA NATIVITÉ

Un marché de Noël va se tenir au lycée Charlemagne

L'initiative prise par la direction de l'établissement vise le plaisir des enfants ainsi que de leurs parents et leur permettra également de découvrir les produits des artisans de Pointe-Noire.

Noël est le moment féerique de l'année pour chaque enfant. Actuellement, les parents se mobilisent pour préparer les festivités. La ville va bientôt être embellie de sapin et de jeux de lumière pour le plaisir des yeux non seulement des enfants mais également des parents. Cette année, le lycée Charlemagne de Pointe-Noire a pensé installer un marché de Noël au sein même de son établissement où chaque classe sera entièrement transformée avec des matières nobles, belles et authentiques, dans une ambiance chaleureuse et festive, afin de permettre aux enfants de vivre la magie de Noël. Pendant ce marché qui va s'ouvrir le 2 décembre, les visiteurs auront la chance de découvrir les créations des artisans locaux et des associations de Pointe-Noire comme les bijoux, les articles en cuir, les confections en pagne. Et ils pourront également faire le plein de cadeaux.

Le marché de Noël sera également l'occasion pour le lycée Charlemagne d'ouvrir ses portes aux parents et visiteurs qui pourront admirer la beauté de cette structure. Notons que cet établissement a prévu aussi des animations et des gourmandises à déguster en famille ou entre amis. Tous les bénéfices des ventes serviront à soutenir les sorties et les voyages des élèves.

Hugues Prosper Mabonzo

MOTS FLÉCHÉS N°155

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

LANGUETTES	▼	FIT REPOSER SUR	▼	COUR INTÉRIEURE	▼	ARRIVÉ SUR L'EAU	▼	PEINTURE ET SCULPTURE	▼	BATEAU DE PÊCHE	▼	QUI EST D'AVANT
ÉTANT COUCHÉ		ÉPARPILLE		PIÈCE POUR BÉBÉS		ALLA REFUSÉE À L'EXAMEN		ACTINIUM ABRÉGÉ		IL DOMINE NOS TÊTES		
RENAISSANCE	▶											
REFAIRE LE MÉNAGE	▶							HUME	▶			
	▶							MACHINES DE CHANTIER	▶			
DE QUOI TIRER UN TRAIT	▶		IL A SA PINCE À TABLE	▶						C'EST PAS LA CRÈME	▶	
IL SERT DE LIANT	▶		BOIS PARFUMÉS	▶						COINCÉE	▶	
	▶		DURÉE DE SEPT JOURS	▶						DÉSINENCE VERBALE	▶	
BARRE DE FERME-TURE	▶					IL TOMBE DU CHÊNE		QUI N'A PLUS BESOIN DE SOINS	▶			
CASSÉ	▶											(QU'IL) PARVIENNE AU BUT
	▶		AFRICAIN	▶								
	▶		PERROUJET D'AMÉRIQUE DU SUD	▶								
BOULETTE DE MORUE AUX ANTILLES	▶	SINGE AMÉRICAIN	▶			PARFOIS AVANT APRÈS				LIQUIDE VITAL	▶	
	▶	VILLE DU VAL-DE-MARNE	▶							BIEN CALÉE SUR LE NAVIRE	▶	
	▶											MESURE ANGULAIRE
	▶				RELATIF AU VENT		GARDIEN DU PAF					À L'ABRI DU BESOIN
A APPUYÉ SUR LE FREIN	▶						GRAND BRUIT					
IL EST JETÉ PAR JEU	▶									ORGANE ABDOMINAL	▶	
	▶									ANIMAUX À ROUE	▶	
	▶		BOISSON GAZEUSE	▶								MESURES RADIO-ACTIVES
	▶		PATRON EN BIGORRE	▶				IMPLORE	▶			
ABRÉVIATION DE TRAVAUX PUBLICS	▶				À RÉGLER		PETIT BONHEUR					
RÉIMPRIMA	▶											
	▶									LETTRE GRECQUE	▶	
CUISSON POUR LES PÂTES	▶		SIGLE D'UNION	▶			GAMIN DE LYON					FEMME PIEUSE
	▶											
	▶									GENRES DISTINCTIFS	▶	

SUDOKU N°155

>FACILE

		3	5	7	6	4			2
		8			2		3		4
6		4					5		9
		6	1						
2				3	5	9			6
					6	1			
3	1					2			7
7	9			1					8
8			5	9	7	4	3		

>MOYEN

9			3			5		8	
			2	5	8	4	9		
				6					2
				1		8			9
4	5		8		2		6	7	
8	9				3				
6				1					
			3	2	7	8	6		
7	5				9				4

>DIFFICILE

5		8		4	1	3			
	7				2	9			
							1	9	7
		3		5					1
			7	6	3	8	9		
		6				4		8	
9	5	6							
				4	9				3
			4	2	6		8		9

MOTS CROISÉS N°155

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTEMENT 1. Appareils utilisés par ceux qui sont dans la mélasse. - 2. Fruits à coque. - 3. Pronom relatif. Terre divisée. Lettre grecque. - 4. Pressants. Cycle court. - 5. Poisson d'eau douce. Allégeois. - 6. Moyen de direction. Sur la boussole. - 7. Conventions. Platine. En bas de la lettre. - 8. Ajouta un réulsif. L'un des Vingt-sept. - 9. Cité des Deux-Sèvres. Attendit la retraite pour être soutien de famille. - 10. Préposition. Telles des laies avec leurs marçassins.

>VERTICALEMENT A. Mis dans l'embaras. - B. L'homme à l'oreille cassée. Attention particulière. - C. Faire partie d'une assemblée. Bas de gamme. - D. Éléments de charpente. Barres de portes. - E. Gouvernant un État. Non dit. - F. Privée de chef. - G. Vieille note. Des gens curieux y travaillent. Avance risquée. - H. Participe à un retournement. Donne un pain. - I. Valent cinq points avant la transformation. Une étape pour l'Union européenne. - J. Exposées à la lumière.

MOTS À MOTS N°155

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de quatre lettres proposés, composez un troisième mot de huit lettres.

- ① SAIE + RECU = S _ _ _ _ _
- ② CURE + ANTE = _ _ _ T _ _ _
- ③ ECHE + VERT = _ _ _ _ _ R _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°154

E	I	I	L	P	C
A	V	I	N	E	S
A	R	T	I	F	I
I	S	A	R	D	M
L	O	U	V	R	E
A	S	P	I	R	A
S	C	I	E	U	S
H	A	U	T	C	C
M	E	S	S	P	O
P	I	S	S	E	S
R	E	A	G	I	C

MOTS CROISÉS N°154

P	A	C	I	F	I	S	T	E	S
I	C	T	E	R	E	N	O	N	
L	I	E	R	M	O	T	U	S	
L	E	I	F	S	E	T	E		
A	N	O	N	M	E	R	E		
S	O	S	A	L	I	R	A	P	
S	O	S	O	L	A	A	I		
O	B	U	S	I	E	G	E		
N	I	E	C	E	E	T	E	S	

SUDOKU N°154

5	4	9	7	6	2	3	8	1
6	7	1	9	8	3	5	2	4
2	8	3	5	4	1	6	9	7
4	2	8	6	1	7	9	5	3
1	6	5	8	3	9	4	7	2
3	9	7	2	5	4	1	6	8
7	3	2	4	9	6	8	1	5
9	5	4	1	7	8	2	3	6
8	1	6	3	2	5	7	4	9
7	6	8	5	2	9	1	4	3
4	9	3	6	1	8	7	5	2
1	5	2	3	4	7	9	6	8
3	4	5	7	8	6	2	9	1
9	7	1	2	3	5	6	8	4
2	8	6	4	9	1	3	7	5
8	2	4	9	6	3	5	1	7
5	3	9	1	7	4	8	2	6
6	1	7	8	5	2	4	3	9
6	7	2	8	3	4	5	9	1
3	5	4	2	9	1	6	8	7
9	8	1	6	7	5	2	4	3
5	6	7	4	2	8	1	3	9
1	3	9	7	5	6	8	2	4
2	4	8	9	1	3	7	5	6
4	9	5	1	6	2	3	7	8
7	2	6	3	8	9	4	1	5
8	1	3	5	4	7	9	6	2

MOTS À MOTS N°154

1/ ÉLABORER 2/ CLÉMENTE 3/ ÉCAILLER.

MUSIQUE

Kitio en concert ce week-end à Sony-Labou-Tansi

L'artiste musicien et son groupe, les Kongomen, vont donner un spectacle le 2 décembre à 19h, dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, pour lancer l'album *Kongo Roots*.

Le concert que vont donner les Kongomen permettra aux mélomanes de mieux connaître le reggae particulier de leur leader Kitio, le kongo bongo ou kongo reggae. C'est un reggae métissé des rythmes traditionnels et avec une touche latine. Cette prestation ne se limitera pas seulement aux neuf chansons de l'album *Kongo Roots* ; elle servira également d'occasion pour Kitio de montrer au public qu'il maîtrise l'art de l'animation sur scène. En effet, au cours de ce spectacle, le public prendra connaissance de tous les neuf titres de l'album *Kongo Roots* (écrits et composés par Kitio, qui a assuré lui-même aussi l'arrangement de ses chansons). Il s'agit des chansons Dzouna, Titi, Be humble (Tikulula), Vanité de



vanité, Jah, Kongo Roots (Tibelele), Sambo, Reste toi ! Mbaya (la galère).

Kongo Roots qui est également le titre de l'album, est chanté en lari (la langue vernaculaire de Kitio). A travers ce titre qui veut dire « Racines », Kitio thématise l'exode rural et l'émigration vers les pays développés. Il incite les Africains à se rappeler leur origine et racines culturelles. Cette chanson est fortement dominée par les rythmes traditionnels kongo (le

reggae ne se fait qu'entendre dans le fond de la batterie et de la basse). Elle a été choisie comme titre de l'album parce qu'elle démontre clairement l'origine ou les racines du kongo reggae, le reggae particulier de Kitio.

Le reggae man Kitio renoue avec ses racines kongo pour redéfinir et réformer le « roots reggae ». Car en fait, ce qu'il appelle kongo bongo ou kongo reggae est du reggae métissé avec des rythmes traditionnels kongo du sud Congo tels que le Ngoma-Tela, le Wala ou le Nzobi, avec l'intonation et la cadence de la rumba de Rapha Bounzeki et avec une touche latine de BongaKuenda.

Notons que le lever du rideau sera fait par la diffusion du clip musical du titre Be humble de l'album *Kongo Roots* et par Chipata, un autre reggae man de Brazzaville.

Les neuf titres de cet album ont été enregistrés au studio DM Records à Brazzaville, mixés et mastérisés par AMM (Audio Mixing Mastering) à Amsterdam, en Hollande.

Bruno Okokana

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe (Albanie, Belgique, Chypre, France et Turquie)

Albanie, 2^e tour aller de la Coupe

Sans Hardy Binguila, qui se ressent encore de sa blessure à la cuisse, le FK Tirana bat Vllaznia Shkoder (2-0). Match retour le 13 décembre.

Belgique, 8^e de finale de la Coupe

Sylver Ganvoula est resté sur le banc lors de l'élimination de Malines par Genk (0-0, puis 4-5 aux tirs au but).

Chypre, match en retard de la 1^{re} journée, 1^{re} division

Remplaçant, Juvhel Tsoumou est entré à la 46^e lors du naufrage de l'Ermis Aradipou face à l'APOEL Nicosie (0-4).

France, 15^e journée, 1^{re} division

Remplaçant, Jules Iloki est entré à la 46^e lors du court mais précieux succès de Nantes face à Monaco (1-0). Blessé, Jordi Mboula n'était pas convoqué dans le groupe monégasque.

Alan Dzabana n'était pas dans le groupe de Lyon, battu à domicile par Lille (1-2). Faitout Maouassa faisait son retour dans le groupe de Rennes. Peu en vue et remplacé à la 70^e, alors que le score était d'un but partout. Les Bretons l'emportent finalement 2-1 à Angers.

Sans Morgant Poaty, blessé, Montpellier prend un point à Guingamp (0-0).

Marseille ne fait pas de détail à Metz (3-0). Sans Christian Madédé, non convoqué. L'OM fait la bonne opération du jour en s'emparant de la deuxième place à dix points du leader parisien. Mais avec 2 longueurs d'avance sur Lyon, le 3^e. Monaco est 4^e à égalité de points avec les Gones (29). Nantes est 5^e avec 26 points, suivi de Caen, 6^e avec 23 points. Avec 21 points, Montpellier et Rennes sont 7^e et 8^e. Avec 18 points, Dijon est 12^e.

Turquie, 5^e tour de la Coupe, matchs aller

Dzon Delarge était titulaire lors du succès de Bursaspor sur le terrain du FK Adanaspor (2-0). Bursaspor recevra Adanaspor le 12 décembre pour le match retour.

Thievy Bifouma a été remplacé à la 57^e lors de la victoire de Sivasspor face à Bucaspor (2-1). Le score était vierge lors de sa sortie. Delvin Ndinga était quant à lui ménagé. Un score qui ne donne aucune certitude à Sivasspor avant le match retour, le 12 décembre à Buca.

Yannick Loemba était absent lors du lourd revers de l'Adana Demirspor à Fenerbahçe (0-6). Match retour le 12 décembre sur le terrain d'Adana, qui n'a plus gagné le moindre match depuis le 24 octobre.

Camille Delourme

BRIN D'HISTOIRE

Awad, l'esclave évadé

Le monde a été frappé d'émoi, suite aux révélations sur l'esclavage en Libye. En réalité, le phénomène n'a jamais cessé véritablement dans certaines contrées. Dans son numéro du 21 août 1954, *La semaine de L'AEF* (actuelle *Semaine Africaine*) raconte l'histoire d'un esclave vendu à la Mecque et qui a réussi à s'évader. Cette histoire a été publiée dans *Afrique nouvelle* du 4 août 1954. Awad El Djoud, c'est de lui qu'il s'agit, avait été interrogé par D. Traoré, correspondant à Bamako de la revue citée ci-dessus.

Awad est né vers 1933. À l'âge de 9 ans, un certain Mohamed Ali ag Attakher le prend à son service. Il n'est pas payé mais entretenu uniquement. En 1949, son patron décide de partir pour la Mecque. Awad l'accompagne avec quatre autres serviteurs. Il y a dans le groupe la femme de son maître et son homme de confiance. Le voyage de Bamako à Djeddah, en Arabie, dure près d'une année. De Bamako, ils vont à Gao. Par la route transafricaine, ils partent pour Niamey, Zinder et Kano. Là, ils restent trois mois. Puis trois mois à Fort-Lamy (N'Djamena, aujourd'hui) d'où ils partent par camion jusqu'à El Obeid (Soudan). À Obeid, ils prennent le train jusqu'à Port-Soudan et puis le bateau jusqu'à la Mecque.

Une véritable expédition. Mohamed Ali et son monde séjournent dans la ville sainte pendant un an. Après un voyage à Médine, ils repartent pour la Mecque pour le pèlerinage de 1950. Les servi-

teurs sont bien traités, sans doute, pour mieux les prendre. Après le pèlerinage, Mohamed Ali envoie Awad chez Abdallah Fayçal, un chef de tribu, comme serviteur. Au mois de mai de la même année, Fayçal ordonne à son intendant d'aller vendre Awad au marché des esclaves à Djeddah. On le conduit en camion. Arrivé au lieu dit, on le fait entrer dans une grande salle où se trouvent déjà beaucoup d'hommes et de femmes. Il reste là un certain temps, mais décidé à s'enfuir.

Un jour, il demande au gardien de le laisser sortir pour fumer une cigarette. Il en profite pour fuir au consulat de France. En vain. Au bout de deux jours, il s'enfuit de nouveau, cette fois, chez le Vizir de Djeddah. Vizir est équivalent à ministre, titre hérité de l'empire ottoman. Ce dernier se contente d'obtenir de son maître qu'il le reprenne à son service. Ce qui fut fait. Awad rapporte que si les esclaves sont dociles et s'ils ne cherchent pas à s'enfuir, ils ne sont pas maltraités. Néanmoins, il a vu son maître rouer de coups de gourdin, jusqu'à le faire mourir, un esclave qui était soupçonné d'avoir volé et de vouloir s'enfuir. À cette époque, il affirme qu'il y a beaucoup de Noirs esclaves en Arabie, où il existe de nombreux marchés d'esclaves dans toutes les grandes villes. Les ventes se faisaient le soir vers 17 h. Les grands personnages passaient, choisissaient et discutaient le prix avec les propriétaires.

Awad, pour le garder, son maître a tout fait. Il lui a même donné une femme arabe. Awad a refusé

pour qu'elle ne fût pas une entrave à sa volonté de fuir. A la fin de 1953, son maître part pour la France. Sa femme autorise Awad de passer trois jours aux lieux saints. De là, il repart pour Djeddah. Il tente de se faufiler dans un bateau. Chaque fois, la police le refoule. Mais un jour, il réussit à porter les bagages d'un pèlerin guinéen. Une fois à bord, il se cache. Le bateau lève l'ancre. Il est enfin libre. Il vend ses vêtements pour payer le chemin de fer jusqu'à Khartoum. De là, il poursuit sa route vers le Soudan français (nom porté par le Mali de 1920 à 1958), s'arrêtant quelques fois pour travailler et gagner l'argent nécessaire pour continuer sa route. Il faut souligner, qu'il lui est arrivé, deux fois, au cours de son odyssee, de rester sept jours sans manger. Il s'attachait une serviette sur le ventre pour ne pas sentir la faim. En 1954, il arrive à Bamako, objet de toutes les curiosités.

En vérité, l'esclavage reste encore une réalité dans de nombreux pays dans le monde. Il est courant d'entendre parler, à ce sujet, d'esclavage moderne. Il y a donc, dans les protestations actuelles, une forme d'hypocrisie d'une désolante superficialité. En dépit des alertes lancées par les médias sur les conditions des Africains, Philippins, Vietnamiens et d'autres Asiatiques dans les pays arabes, et ceux du golfe persique en particulier, l'esclavage, dans ces contrées, est une réalité endémique. Ne nous cachons pas derrière notre petit doigt. Les réactions actuelles sont superfétatoires. Les vrais héros ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Mfumu